

mais l'historien ~~qui~~ doit se poser la question ~~ix~~. Quant ~~aux~~ au P.O.B.? au coeur des événements, il adopte la même attitude que celle de J. Jacquemotte, telle que VdB la signale. ~~ix~~ Le 25 mars, à Bruxelles, au cours d'un meeting de protestation contre la répression, J. Volders déclare au nom du parti " nous ne sommes pas de ceux qui jettent la pierre à des malheureux égarés par la misère". Et dans le manifeste du 30 mars 1886, le C.G. du parti note que "les gouvernants n'ont d'autre soin que de maintenir la suprématie et la prospérité de leur caste: aux plaintes des malheureux, ils ont constamment et de parti-pris fermé l'oreille ; aux désespérés qui se sont révoltés tant leur sort était intolérable, ils ont opposé la-plus barbare et la plus cruelle des répressions" Le parti rejeta d'ailleurs la responsabilité des troubles sur la bourgeoisie et le gouvernement. Ce fut, selon lui, la présence des troupes dans le bassin liégeois qui envennima la situation. Dans le Peuple du 25 mars, J. Volders écrivait d'ailleurs: "Il y a un parti-pris visible de pousser les travailleurs à bout et de les livrer épuisés et terrifiés à la classe capitaliste; la mise hors-la-loi, les fusillades, toutes mesures illégales n'ont d'autres buts"

Retenons le fait que VdB reconnaît le caractère anarchique des événements de 1886. Cependant, malgré ~~le~~ caractère, il estime que "les travailleurs luttaient adoptant la forme de lutte répondant à la situation objective du moment". En conclusion, il fallait les suivre!

n° 5. Les ouvriers gantois étaient capables d'envisager une action de solidarité parce qu'ils étaient ^{en} organisés. Cela confirme ce ^{que} tu écrivais dans la note. Il reste la question: Comment le P.O.B. pouvait-il se montrer solidaires des grévistes? Il n'a pas estimé à ce moment que c'était par la grève!

n° 6: Remettre VdB à sa place! S'il est vrai que Falleur faisait le reportage pour le Peuple, c'était à titre bénévole et en tant que spectateur. Mais cela ne change en rien le fait que le président de l'Union Verrière suivait la bande de ~~mxxix~~ de grévistes qui devenaient des démouilleurs pour les appeler au calme. Si le professeur VdB avait lu correctement les débats du procès, il saurait que la défense tentait de démontrer que Falleur ne pouvait pas être l'instigateur des troubles comme le voulait

3
L'accusation, mais au contraire que sa présence se justifiait par le fait
de son reportage pour le Peuple et qu'~~au contraire~~, voyant le déroulement des
événements, il fit tout pour ramener au calme ceux qu'il connaissait! Au
point de vue de l'interprétation des événements, je n'ai voulu retenir que
le fait de l'appel au calme. En quoi l'omission volontaire ~~du~~ reportage,
détermine "dans une large mesure, la compréhension de cette bataille de classes"
(voir point 2). Ici, intervient le facteur personnel de notre critique,
je sais tout et mettez-vous à genoux devant ma vérité!!!!.

n° 7.- Malgré ~~la~~ grandiloquence de VaB, il n'en reste pas moins que les
participants à la manifestation du 18 mars étaient des ouvriers venus en cu-
rieux et des chômeurs vivant d'expédients! Je m'en suis déjà expliqué.
Les chômeurs, et on ne peut nier leur nombre, ne pouvaient vivre que d'expé-
dients de toutes sortes, y compris du brigandage, lorsqu'ils avaient épuisé
l'infime réserve qu'ils auraient pu, peut-être, économiser sur leurs très
maigres salaires. Quant aux ouvriers venus en curieux, je maintiens ce que
j'ai dit. Même s'ils étaient des grévistes (voir le point 10 et mes remarques),
ils ne seraient pas venus à Liège, le 18 mars, en grévistes! Car la manifesta-
tion ~~n'a~~ a aucun rapport avec la grève! S'il s'était agi de généraliser celle-ci
on comprendrait la présence de grévistes! Mais il n'en est pas question.
Alors, ils viennent en curieux! Je m'explique: le mécontentement est latent
il cherche l'occasion de s'exprimer. Du tract anarchiste, ^{les ouvriers} ~~ils~~ ne retiennent
qu'une chose: il faut sortir de son apathie. Ils viennent donc voir de quoi
il s'agit, ils sont curieux de la solution que l'on propose. Ils cherchent
une direction. Pourquoi n'écouteraient-ils pas les anarchistes? Mais, dès
qu'ils arrivent place Lambert (et non pas drapeau rouge en tête comme le ra-
conte L. Bertrand, qui n'était pas présent: ~~xxxxxx~~ le
seul drapeau rouge mentionné est celui de Wageneer qui à la tête de la
manifestation brisera la vitrine d'un magasin!), certains suivront les anarchis-
tes, mais d'autres resteront dans l'expectative, car comme ils le déclarent
au reporter de la ^Réforme, le 22 mars (je crois), ils ne sont pas des
"révolutionnaires", signifiant par là, qu'ils ne sont pas prêts à se livrer
à des violences inutiles et inefficaces. Ceux qui suivront les anarchistes,
se ~~ont~~ confondus dans cette foule, où ~~se~~ mêlent les chômeurs, et le "lumpenpro-
létariat".

Le constater n'est pas fausser l'histoire, tout de même! ou alors, (4.-
il faut refuser de constater l'existence d'un lumpenprolétariat!

n° 9. Je passe!

n° 10. très important: " le petit groupe d'anarchistes de Liège a
saisi la situation objective pour entraîner les travailleurs ...;
dans la lutte".

n° 11. l'interdiction de la manifestation. Elle n'entre en vigueur
qu'à partir de 20 h, c'est-à-dire après les premiers incidents de la
rue Léopold, vers 19h. C'est d'ailleurs en vertu de l'arrêté du bourgmestre
interdisant les rassemblements de plus de 5 personnes que les forces de l'or-
dre dispersent la foule après le meeting de la Place ^{de} Melcourt. Mais, ~~lors~~^{lors}
de la concentration de la manifestation dans l'après-midi, il n'existait
aucun texte autorisant la police à intervenir. Il faut donc être prudent
lorsqu'on affirme que la manifestation était interdite. Par exemple, la
manifestation du 13 juin sera interdite, ~~mais~~ non le 13 juin, mais dès le
25 ou 26 mai! A Liège, ce ne fut pas le cas!

le début de la grève: Tant que VdB n'aura pas prouvé que le
témoignage du reporter de "La Réforme", (voir le 20 mars) est faux, il
n'aura rien démontré. Ce témoignage explique le déclenchement de la grève
à la Concorde: le 19 mars, le patron veut punir les ouvriers qui le jour pré-
cédent s'étaient fait remonter plutôt pour assister à la manifestation.
C'est alors que la grève éclate!

VdB cite une série de témoignages, mais il ferait bien de les soumettre
à une critique historique, s'il veut les utiliser en marxiste!

Tous ces extraits sont tirés d'ouvrages de vulgarisation ou de
synthèse! Ces auteurs n'ont pas étudié les événements de 1886, mais ils
les ont présentés à partir des études qui existaient. Or, il n'existe sur
les événements de Liège que L. Bertrand et Van Kalken. Van Kalken ne
parle pas de la grève et L. Bertrand seul signale son début le 17 mars!
D'ailleurs, la question de l'interdiction de la manifestation prouve ~~ix~~
le peu de créance accordée, par exemple, à Chlepner, qui n'a pas consulté
les rapports de police ni les comptes-rendus des séances du Conseil Communal

C6

de Liège, sinon, il aurait écrit que la manifestation ne fut interdite qu'après son déroulement, c-à-d, après le meeting.

11.- Ÿe passe! Pour moi, le problème du réformisme est plus complexe.

le réformisme apparaît essentiellement comme une méfiance malade à l'égard de l'action des masses. C'est pourquoi il s'affirme avec le parlementarisme croissant du P.O.B. Mais, il s'explique par les difficultés qu'éprouvent les dirigeants du Parti à entraîner l'ensemble de la classe ouvrière dans l'action politique. En tout cas, on ne peut accuser de réformisme un parti qui tente d'engager les masses dans un combat politique de classe. En 1886, la revendication du S.U. était un mot d'ordre essentiellement ouvrier, il permettait d'impulser la lutte de classe des travailleurs. Sans ces conditions, si la réforme proposée ~~par~~ la classe ouvrière, assure un nouveau développement de la lutte de classe, en quoi cette réforme serait-elle réformiste ?

Et puisque le P.O.B. offrait à la classe ouvrière de 1886 le mot d'ordre du S.U., puisqu'il l'appelait à lutter pour l'égalité politique, puisqu'il l'engageait à entamer une lutte politique de classe, on ne peut prétendre que l'appel à la manifestation du 13 juin était une trahison de type réformiste

Ainsi, j'en arrive à l'objet de ma lettre!

VdB n'est pas d'accord avec notre interprétation des événements de 1886

Pour lui, l'évolution économique et sociale de l'époque met en avant l'idée de la grève générale. les anarchistes, saisissant la situation objective, entraînent la classe ouvrière dans la lutte (point 10) et les amènent à adopter la forme de lutte répondant à la situation objective du moment (point 4). Le POB au contraire trahit son devoir : au lieu d'entraîner les masses ouvrières dans la grève générale, il détourne l'attention des ~~travailleurs~~ ^{de cette grande bataille de classe} grévistes (point 2), en ~~les incitant à la prudence~~ prêchant le calme et en concentrant tous ses efforts vers le S.U.

Il faut inciter VdB à juger de la cohérence de sa thèse: il y a en 1886 une manifestation anarchiste à Liège et au même moment éclate dans le pays un mouvement de grève générale. VdB y voit une relation de cause à effet!

6
Mais sa thèse ne tient pas à l'examen des faits.

Ces faits sont les suivants:

1°. Dans le tract des anarchistes, ni dans leurs propos, il n'y a la moindre trace de la grève générale. Les anarchistes ne sont pour rien dans le déclenchement de la grève à Liège., que celle-ci éclate le 17 ou le 19. L'agitation anarchiste (quelques affiches, 5.000 tracts) n'a aucun effet sur le déroulement de la grève. D'ailleurs, ils ne se préoccupent pas de grève: Ils appellent uniquement les ouvriers à réaliser le partage immédiat des biens
~~xxxxxxxxxxxxxxxx~~ "Continuerons-nous à laisser nos femmes et nos enfants sans pain, quand les magasins regorgent des richesses que nous avons créées" dit leur tract. Il est vrai qu'il ajoute: "Laisserons-nous éternellement la classe bourgeoise jouir de tous es droits, de ~~xxxxxxxxxxxxxxxx~~ tous les privilèges et refuser éternellement toute justice et toute liberté à ceux qui la nourrissent, à la classe des producteurs"?

Mais que propose comme lutte le tract? Rien, si ce n'est de sortir d'"une coupable apathie"! A la manifestation, que disent-ils? Parlent-ils de lutte ouvrière, d'organisation en vue de la grève générale? Absolument pas! Ils tiennent simplement un véritable langage provocateur: C'est Wageneer, celui qui quelques instants plus tard, brisera avec la hampe du seul drapeau rouge dont parlent les témoignages la vitrine d'une magasin de parapluie; qui lance à la foule: "Toutes les marchandises dans les magasins, vous les faites et vous n'en jouissez pas. Vous mourrez de faim avec vos femmes et vos enfants Vous n'êtes que des lâches! " Est-ce ~~xxx~~ là un appel à la lutte, ou saisir la situation objective pour entraîner les ouvriers à adopter une forme de lutte qui convient? D'ailleurs, les anarchistes sont si peu les dirigeants du mouvement, qu'ils ne sont pas capables de suivre leur propre logique: les magasins dévastés dans la rue Léopold sont des bijouteries ou des magasins de parapluies. Il n'y a qu'une seule ^{boutique} ~~bijouterie~~. Et après le meeting de la Place Delcourt, ce seront des cafés qui seront mis à sac!

2° Si les anarchistes ne sont pour rien dans les événements, et cela VdB est prêt à ^{en} convenir, sinon, il nous aurait présenté d'une manière

7

systématique son point de vue, il n'en reste pas moins que pour lui, les événements de 1886 sont une "grande bataille de classe". Cependant, il reconnaît que celle-ci était un mouvement de révolte spontané et brutal, dont les faits essentiels ~~fixes~~, et non accessoires!, furent les incendies et les pillages. Peut-on dès lors appeler "grande bataille de classe" ce qui n'était qu'une jacquerie?

3° Si donc on était en présence d'une jacquerie, quelle devait être l'attitude de classe du P.O.B.? Comment devait se manifester sa solidarité avec des ouvriers en lutte? Selon VdB, "le devoir du P.O.B était d'être dans la lutte avec les travailleurs, s'efforçant de renforcer ~~de renforcer~~ la lutte et de lui donner une conscience révolutionnaire dans la lutte même". Evidemment, cette directive est entièrement juste! Pour le militant ouvrier, se pose la question de son application.

Fallait-il, parce que des ouvriers étaient en grève, pousser les autres centres industriels à la grève? Plus particulièrement, à Gand et à Bruxelles, où seuls centres où le Parti disposait d'une organisation et où il aurait pu lancer ce mot d'ordre, fallait-il déclencher la grève? Vu la répression que la bourgeoisie organisait (simple détail: le 25 mars, Bruxelles est pratiquement en état de siège parce que le P.O. tient plusieurs meetings!), le déclenchement de nouvelles grèves aurait inmanquablement entraîné de nouveaux incidents! Ces incidents auraient pu être envisagés par les militants, si le Parti avait été capable de généraliser dans tout le pays la grève! Or, il ne disposait pas des militants, ni des organisations en nombre suffisant pour tenir. De plus, on était en présence, non pas d'une grève générale, mais d'un mouvement généralisé de grèves, les unes débutant lorsque les autres finissaient. Ainsi, à Liège, la grève entre dans sa phase finale lorsque débute le mouvement carolorégien. Dans ces conditions lancer de nouvelles forces dans la grève, c'était affaiblir le mouvement ouvrier. Le reproche d'inaction fait au P.O.B. est donc entaché d'aventurisme!

D'autre part, là où régnait la grève, il n'était pas question d'y participer, puisque dans le Hainaut, le P.O.B. ne disposait d'embryons d'organisation qu'au Borinage!

Matériellement, le P.O.B. ne pouvait pas prendre la direction du mouvement de grèves. Puisqu'il ne pouvait orienter ce mouvement vers des objectifs de classe, il se devait de l'arrêter afin d'éviter que la bourgeoisie ne profite de sa position de force et ne brise dans cette épreuve la classe et le mouvement ouvriers. Il appela donc au calme!

Mais, l'appel au calme n'était pas une capitulation: au contraire, il fallait se préparer à déclencher la grève générale pour le S.U. L'idée du recours à la grève générale fut exprimée dans le manifeste du 30 mars et développée au congrès du 13 juin 1886. La préparation à la grève générale n'était possible qu'avec le développement de l'organisation ouvrière. L'essentiel était donc la propagande! Le P.O.B. y réussit! Après le retour au calme, les organisations ouvrières se développent dans le Hainaut.

Le succès de sa politique se révéla lors de la manifestation du 15 août 1886 où il fut capable de rassembler à Bruxelles 20.000 ouvriers réclamant le suffrage universel et l'amnistie!

Cette réussite étonnante n'était pas le résultat d'une bonne propagande bien menée! Elle s'explique plutôt par le fait que les propagandistes du parti fournissaient aux ouvriers inorganisés les directives qui correspondaient à leur situation objective.

Objectivement, 1886 marque un tournant dans l'histoire du capitalisme belge. C'est l'époque où s'accentue définitivement le mouvement de concentration industrielle, c'est l'époque où en Belgique le capitalisme entre dans la phase monopoliste! C'est aussi l'époque où la classe ouvrière prend conscience de sa situation de classe! Devant l'accentuation de la concentration industrielle avec tout ce qu'elle entraîne d'exploitation accrue de la classe ouvrière, les travailleurs prennent conscience que seule l'organisation ouvrière peut s'opposer à l'organisation capitaliste. Ils comprennent enfin que seule la conquête de l'état, de la force politique, leur permettra de s'opposer à la bourgeoisie. C'est là qu'apparaît la signification des événements de 1886, dans lesquels on ne peut séparer les troubles de mars 1886 de l'effort de propagande et d'organisation du P.O.B. Le Parti ~~àxxxx~~ parvient à transformer le sentiment de révolte

9

de la classe ouvrière en une conscience politique de classe! C'est en ce sens que l'année 1886 ~~xxxxxxx~~ constitue une grande bataille de classe.

Maintenant venons-en au premier point de la lettre de VdB. Ce qu'il écrit prouve qu'il serait extrêmement dangereux pour le parti de lui offrir une tribune, que ce soit le DR ou un colloque. La discussion avec lui n'est pas possible. Car, dans l'interprétation des événements de 1886 ce qui compte; pour lui, c'est la critique de notre ligne politique.

Et sa critique participe de ce que nous avons connu à la Fédération bruxelloise: critique aventuriste (engager le mouvement ouvrier dans des luttes sans issues); critique sectaire (le P.O.B. est un tout réformiste: même s'il a pris l'initiative de l'organisation de la classe ouvrière, même s'il a développé l'action politique de la classe, son action est toujours caractérisée par un profond réformisme: en quoi le développement de l'action politique de classe est-il ~~du~~ réformisme?); critique dogmatique enfin (le point 4 de sa lettre: être dans la lutte avec la classe ouvrière).

De plus, toute publicité donnée aux thèses de VdB dans le cadre du parti serait néfaste: Tout comme lui, de nombreux camarades sont prêts à voir dans les événements d'e 1886 une grande lutte de classe. Il y a là une mystification qui s'est implantée dans le mouvement ouvrier parce que toujours on a présenté ces troubles comme un heurt violent entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. Comme si les grévistes qui se firent fusiller à Grâce-Berleur étaient mis sur le même plan que les émeutiers fusillés par les dragons après l'incendie de la verrerie Monseu à Roux, le 26 mars!

Maintenant, il me serait d'un grand plaisir, s'il était ajouté à la réponse de VdB un petit laïus sur l'objectivité historique: il est très bien qu'il nous signale des erreurs dans un article, mais il ne doit pas conclure de ces erreurs au parti-pris historique., surtout lorsque ses rectifications sont faites en dépit de la vérité historique, voir l'exemple de Falleur!

J'espère qu'ainsi, tu disposes d'éléments pour lui répondre: à mon point de vue, ta réponse devrait détruire sa thèse en montrant combien elle entre en contradiction avec les faits.

Fraternellement,

Lucy

Les grèves de 1886 en Belgique

La classe ouvrière a mené au cours des grèves de décembre 1960 et de janvier 1961 un magnifique combat qui marque une nouvelle étape de l'histoire du mouvement ouvrier et socialiste en Belgique. Les répercussions de cette « grande grève » sont profondes encore aujourd'hui et ont marqué incontestablement la vie et l'orientation des organisations ouvrières depuis plus de deux ans.

Certains ont évoqué à l'occasion de ces grèves de décembre 1960 les événements de 1886 en Belgique. Nous avons demandé à la Commission d'Histoire de la « Fondation Jacquemotte », constituée depuis quelque temps par le Comité Central, de nous fournir une étude historique de ces événements qui restent encore vivaces dans les souvenirs des travailleurs et sont encore commémorés chaque année au Pays noir.

1 La mauvaise conscience de la bourgeoisie

De nos jours, à aucun moment de la vie politique belge, la bourgeoisie ne peut ignorer la présence de la classe ouvrière. Il n'en était pas de même au XIX^e siècle. Au pouvoir depuis 1830, la bourgeoisie gouvernait sans se soucier de l'atroce misère d'une classe ouvrière épuisée par des journées de travail de plus de 10 heures pour un salaire insignifiant.

La détresse ouvrière, le marasme dans lequel était plongé plus particulièrement le prolétariat des mines était hypocritement ignoré. Or, dès 1886, la classe ouvrière allait intervenir dans la vie politique belge. Le 1^{er} avril 1886, le journal officieux du gouvernement catholique, « Le Journal de Bruxelles » notait déjà que « la question sociale devait prendre le pas sur toutes nos autres questions politiques et nos luttes de parti, qui paraissent bien mesquines en présence des redoutables problèmes que soulève la situation du prolétariat contemporain ». Que s'était-il passé pour que la bourgeoisie prenne soudain conscience de l'existence de la classe ouvrière ?

La classe ouvrière venait de manifester sa présence à une bourgeoisie aveugle ! En mars 1886, des troubles avaient éclaté dans les bassins industriels de Liège et du Hainaut. Selon le gouvernement, ainsi que l'expliquait à la Chambre, le 20 mars 1886, le Premier ministre BEERNAERT, « exploitant les difficultés d'une situation qui atteignent toutes les classes de la société et qui est commune à toute l'Europe, quelques meneurs ont réussi à soulever un grand nombre d'ouvriers et à provoquer les plus graves désordres ». La bourgeoisie n'avait pas apprécié avec un tel calme ces événements lorsqu'il n'était pas encore certain que l'ordre fut rétabli. Il s'agissait alors d'une guerre sociale, guerre terrible faite par des gens qui ne craignent ni les coups, ni la mort », ainsi que l'écrivait, le 28 mars, le journal libéral « l'Indépendance Belge ». On était en présence de « grèves socialistes et anarchistes soulevées par des meneurs en vue d'un état révolutionnaire », selon la catholique « Gazette de Liège » du 27 mars.

2 La crise économique

Des ouvriers belges s'étaient révoltés comme ils ne l'avaient jamais osé : en 1848, en 1870, alors que l'Europe avait été en proie à la crise révolutionnaire, la classe ouvrière belge était restée calme. Or, en 1886, s'était produit ce « cataclysme social » que certains pressentaient.

La Belgique, comme les autres pays industriels, souffrait depuis 1883 d'une grave crise économique, survenant au cours d'une longue période de dépression, qui avait débuté en 1873 et s'était aggravée en 1877-1879. La classe ouvrière était durement frappée par cette crise. Le salaire du mineur belge était tombé si bas que les patrons charbonniers étaient forcés d'allonger les heures de travail, plutôt que de les diminuer encore. Le chômage se développait. Les rapports sociaux étaient tendus à l'extrême.

En avril 1885, une manifestation de sans-travail s'était déroulée à Bruxelles ; en février 1886, des troubles s'étaient produits lors de semblables manifestations à Londres, New York, Madrid et Amsterdam. Les grèves se multipliaient. Les mineurs borains avaient cessé le travail pendant le mois de mars 1885 ; en France, à Decazeville, la troupe était intervenue contre les mineurs en grève depuis janvier 1886.

L'année 1886 s'amorçait mal. L'hiver avait été rude. Que se passerait-il au printemps, après ces froids qui avaient encore aggravé les difficultés économiques des ouvriers dont la situation matérielle était déjà précaire, après 3 années de crise économique ? Le mécontentement ouvrier était latent ! A quelle occasion exploserait-il ?

3 La manifestation du 18 mars à Liège

Le 18 mars 1886, un petit groupe d'anarchistes avait organisé à Liège une manifestation en commémoration du X^e anniversaire de la « Commune de Paris ». La manifestation ne devait pas être nombreuse et les autorités ne jugèrent pas nécessaire de l'interdire. Elle était prévue pour 19 heures place St-Lambert, mais déjà vers 13 heures quelque 300 personnes s'y trouvaient. Au cours de l'après-midi, la foule afflua : il y avait là toutes sortes de gens, des chômeurs dont certains sans travail depuis des mois vivaient d'expédients ou des maigres allocations de l'Assistance publique lorsqu'ils satisfaisaient aux conditions d'octroi, des gamins désœuvrés en grand nombre, mais aussi des ouvriers, des mineurs venus « en curieux » du bassin houillier liégeois. Un groupe de 8 à 900 personnes se détacha de la foule et derrière l'anarchiste WAGENEER brandissant un drapeau rouge, se rendit dans les rues avoisinantes pour en ramener de nouveaux manifestants. De retour, place St-Lambert, WAGENEER harangua la foule : « Toutes les marchandises dans les magasins », clama-t-il, « vous les faites et vous n'en jouissez pas. Vous mourez de faim avec vos femmes et vos en-

fants et vous laissez là toutes ces richesses... Vous êtes des lâches ! ».

Une partie de la foule, enflammée par ces appels s'engagea, à la suite de WAGENEER, dans la rue Léopold où elle défila entre deux haies de spectateurs et d'ouvriers curieux. Les commerçants de la rue Léopold s'empresèrent de descendre les volets des vitrines. Tout à coup, la vitrine d'un commerçant qui n'avait pas opéré assez rapidement fut brisée par un coup de hampes que WAGENEER y porta avec son drapeau. Ce fut comme une traînée de poudre qui s'enflamma ! Les vitrines non protégées par un volet volèrent en éclats. Plusieurs commerces furent pillés, magasins de parapluies, bijouterie, une seule boulangerie, etc... Les manifestants se dirigèrent, par le pont des Arches, vers le quartier d'Outre-Meuse, où la tenue d'un meeting avait été prévue, place Delcourt. La salle du Café National était déjà comble. Là, à nouveau WAGENEER provoqua la foule : « Les propriétaires », hurla-t-il, « c'est avec de la dynamite qu'il faut les traiter : une bête vous saute au nez pour défendre ses jeunes et vous autres, vous êtes assez cons pour ne pas donner à manger à vos enfants. Il faut continuer à faire ce que nous faisons aujourd'hui ». Les plus excités quittèrent la salle, vinrent grossir sur la place les rangs des manifestants qui n'avaient pu y pénétrer.

Mais, 500 hommes des forces de police et de gendarmerie, arrivés en toute hâte, leur barrèrent la route ; les manifestants refusèrent d'obtempérer aux injonctions du bourgmestre D'ANDRIMONT, patron charbonnier qui leur avait ordonné de se disperser. La police et la gendarmerie chargèrent. Environ 500 manifestants parvinrent à se regrouper, repassèrent le Pont des Arches, non gardé par la police, et pénétrèrent dans le centre de Liège, où ils dévastèrent une dizaine de cafés. Ils furent poursuivis, on entendit des coups de feu tirés en l'air. Enfin, le calme revint vers 22 heures. Le lendemain, les forces de police firent respecter l'interdiction des rassemblements de plus de cinq personnes.



Avril 1886 : le congrès du Parti ouvrier belge se réunit au lendemain des événements tragiques qui viennent d'endormir la classe ouvrière de Liège et du Hainaut.

4 Le bassin liégeois en grève : du 19 mars au début d'avril

Si Liège avait été agitée, le 18 mars, aucun incident ne s'était produit dans la région environnante. Or, le 19 mars, à Jemeppe-sur-Meuse, le directeur du charbonnage « La Concorde » menaça de licencier les mineurs qui le 18 s'étaient fait remonter avant l'heure normale pour se rendre à la manifestation de Liège. Le mécontentement éclata. Les mineurs réclamèrent une augmentation de salaire. Le patron re-



Dès le 20 mars 1886, la troupe se déployait dans les communes du bassin de Seraing et de Fiemalle. Les patrouilles sillonnaient en permanence la région et occupaient tous les « points stratégiques ». On voit ci-contre la troupe bloquant le pont entre Jemeppe et Seraing d'après un croquis publié le 4 avril 1886 en première page du « Globe illustré ».

fusa. Ce fut la grève. Les grévistes de « La Concorde » se rendirent aux différents puits de Jemeppe, Seraing, Fiemalle et Tilleur pour débancher les mineurs. Les bourgmestres des communes en grève appelèrent les gendarmes pour maintenir l'ordre et faire respecter « la liberté du travail » (1). Le soir, vers 19 heures, un incident se produisit : les vitres de la maison du directeur du charbonnage « La Concorde » furent brisées.

Le 20 mars, la grève prenait encore de l'extension. Les mineurs réclamaient le rajustement de leurs salaires dont certains avaient baissé en deux ans de 20 %. Ils insistaient sur le fait qu'ils n'étaient pas des « révolutionnaires » et qu'ils répudiaient toute solidarité avec les « émeutiers » du 18 mars. Cependant, le gouverneur de la province PETY DE THOZEE avait requis l'armée pour maintenir l'ordre. Un plan d'occupation de Jemeppe, Fiemalle et Seraing avait été mis au point.

Dans la soirée du 20 mars, la troupe occupa ces communes : aux abords des charbonnages, la circulation fut interdite, dans les agglomérations, les rassemblements de plus de cinq personnes furent dispersés. Mais la présence de l'armée ne ramena pas le calme car certains et des incidents et des provocations se produisirent à divers endroits : à Tilleur, un groupe de grévistes brisa les vitres de huit

maisons d'ingénieurs de charbonnage, le siège de la direction du charbonnage du « Horloz » fut attaqué ; à Jemeppe des coups de revolver furent tirés sur le tram ; à Seraing, sur l'hôtel de ville.

Le lendemain, 21 mars, l'armée en plus grand nombre adopta des mesures plus énergiques : la circulation dans les rues fut interdite à partir de 19 heures, les personnes non munies d'une autorisation communale de circuler furent fouillées.

Mais, ce jour-là un dimanche, des meetings avaient été prévus dans les salles de café. A St-Nicolas, le patron avait refusé sa salle ; à Jemeppe, le meeting se déroula sans incident ; au contraire, à celui de Seraing, où l'on prêcha le calme, la foule qui n'avait pu pénétrer dans le café comble fut



chargée par la gendarmerie ; des coups de feu furent tirés.

Le 22 mars, l'armée était en nombre suffisant pour occuper toute la région ; elle tenta d'isoler les centres de grève, d'interdire aux grévistes de circuler afin d'étouffer la grève. Mais celle-ci prenait encore de l'extension : elle gagnait le nord et l'est de Liège. Les heurts entre les grévistes et la troupe étaient nombreux. Les soldats étaient sur le qui-vive. On signalait des coups de feu isolés. Le soir, à Seraing, rue Molinay, un certain Jacob qui en curieux regardait ce qui se passait dans la rue, refusa qu'il ne s'écarta pas assez rapidement de sa fenêtre comme le lui enjoignait un soldat émévité. Celui-ci exaspéré tira. Ce fut la seule victime de ces grèves liégeoises.

L'occupation du bassin liégeois n'enraya pas la grève. Le 24 mars, elle gagna les faubourgs de Liège. Mais, les incidents entre les grévistes et la troupe se firent plus rares. La résistance des mineurs semblait s'amoindrir. Ils ne pouvaient plus tenir financièrement. Ils avaient organisé le « rançonnage » de la population, la solidarité « forcée » des passants. Les bourgmestres des communes en grève mirent sur pied des gardes bourgeoises volontaires pour protéger les maisons et disperser les « rançonneurs ». D'autre part, des négociations, entreprises dès le 20 mars, mais généralisées à partir du 24 mars, se déroulaient, sous les auspices des bourgeois, entre les patrons charbonniers et les grévistes. Parfois, ceux-ci obtinrent une augmentation de salaire.

Le 28 mars, à Liège, lors d'une entrevue générale entre les patrons et les délégués des grévistes, une augmentation de salaire dans les six mois fut promise.

Aussi, à partir du 26 mars, un mouvement de reprise du travail devait s'échouer dans la région liégeoise. Mais la grève se déplaça alors vers la région de Herstal, puis au pays de Fiemalle et de Herve, où les mineurs occupés dans le charbonnage du bourgmestre de Liège se mirent en grève. Vers le 4 avril, la grève des mineurs cessait et le pays de Liège revenait au calme. Toutefois, à partir du 10 avril, ce furent les carriers de la vallée de l'Ourthe qui entreprirent un long mouvement de grèves jusqu'en juillet.

La manifestation anarchiste du 18 mars avait donc été l'occasion d'un déclenchement de la grève des mineurs liégeois. L'« émeute des vitres brisées » de Liège provoqua un climat de tension sociale qui se répercuta dans tout le pays, à Bruxelles, notamment, où le Parti Ouvrier Belge avait organisé le 21 mars des meetings dans le cadre de la préparation de la manifestation du 13 juin 1886, « suprême tentative

pacifique que les classes désertées vont tenter » pour obtenir l'émancipation politique, ainsi que l'avait écrit dans « Le Peuple » du 3 février 1886, Jean VOLDERS. Le P.O.B., fondé l'année précédente, concentrait en effet ses efforts à convaincre la classe ouvrière de revendiquer le suffrage universel et de s'engager dans le combat politique pour le triomphe de ses revendications.

Or, une affiche d'inspiration anarchiste d'une pseudo-ligne ouvrière, cherchant ainsi à apparaître comme émanant du P.O.B. qui la récusait d'ailleurs, avait appelé les sans-travail bruxellois à manifester « à l'instar » de Liège. On consigna la troupe, le 21 mars, et la gendarmerie, la police et la garde civique furent déployées en ville. Les meetings se déroulèrent cependant dans le calme et aucun heurt important n'eut lieu.

Les grèves liégeoises révélaient l'existence d'une tension sociale aiguë. Les incidents anarchistes du 18 mars effrayaient la bourgeoisie. Pour elle, « le socialisme international agiss(ait) d'après un mot d'ordre pour exploiter les souffrances dues à la crise », comme l'écrivait le libéral « Journal de Liège », du 22 mars 1886. Selon la cléricale « Gazette de Liège » du 20 mars, « la vraie crise à laquelle obéissaient les saccageurs, c'était la surabondance du poison socialiste déversé par la presse radicale et anti-religieuse ». Mais ces incidents liégeois n'eurent aucune commune mesure avec ceux qui se produisirent dans le Hainaut. Toute la bourgeoisie en fut saisie de stupeur. La presse y vit la confirmation de la thèse d'un « complot insurrectionnel fomenté par des meneurs internationaux ». Les événements du Hainaut participaient d'un plan dont les incidents de Liège n'étaient qu'une phase et qui devait aboutir à la manifestation du Suffrage universel organisée par le P.O.B. le 13 juin 1886, à la Pentecôte. La Sureté et le Parquet général de Bruxelles tentèrent vainement de réunir les preuves d'un tel « complot ».

Les émeutes du Hainaut surprisrent les milieux du jeune P.O.B. Ils estimèrent que ces tristes événements avaient été provoqués par les « gouver-



Le 26 mars dans tout le Pays Noir eut l'effervescence. La troupe envoyée en hâte se lance à l'assaut des groupes de grévistes qui sillonnent le bassin industriel de charbonnages en versant le 11 avril 1886 dans le « Globe illustré », montre un groupe de grévistes faisant face à une charge de cavalerie aux abords de la verrerie Monseu à Roux.

nants ». « Il fallait pousser la population à bout », expliquait « Le Peuple » du 27 mars 1886, « on n'a pas reculé devant les assassinats pour faire naître des échauffourées dont on aurait fait retomber toute la responsabilité sur les ouvriers en grève. On aurait agité le spectre révolutionnaire à la propagande en faveur du SU en aurait été la cause et ainsi aurait été discrédité auprès des timorés ce grand principe de justice qui rencontre chaque jour de nombreux partisans ».

5 Le Hainaut en grève du 25 mars au début d'avril

Rien ne pouvait laisser présager que l'agitation sociale gagnerait le Hainaut et qu'elle y déboucherait avec une telle violence. Certes, le 16 mars, on craignait le déclenchement prochain d'une grève de mineurs. En effet, avec le printemps, la production du charbon devait diminuer et des mineurs auraient été licenciés. Cependant, lorsque l'« émeute des vitres brisées » se produisit à Liège le 18 mars, alors que



la grève immobilisa dès le lendemain le bassin houillier liégeois, les mineurs hennuyers, eux, étaient restés passifs. Leurs conditions de vie étaient, toutefois, plus précaires que celles des mineurs liégeois. Les premiers ne gagnaient par an que 761 frs (2), tandis que les seconds touchaient encore 866 frs. Depuis 1883, le salaire annuel des mineurs du Hainaut avait baissé de 24,4 %, alors que dans la province de Liège, cette diminution n'avait été que de 14,8 % (3).

Le mécontentement des mineurs du Hainaut n'en était pas moins latent ! Le 25 mars, les ouvriers de l'équipe du jour du charbonnage « Bois Communal » sur Fleurus, qui venaient le 24 mars de toucher la paye de la quinzaine, réclamèrent une augmentation



de salaire. Elle leur fut refusée. Ils se mirent en grève. Les quelque 200 grévistes visitèrent 8 charbonnages où ils parvinrent à débancher 1.700 mineurs, parfois sous la menace de les contraindre à rester au fond en coupant les cordes du trait.

La plupart des grévistes rentrèrent chez eux, mais un groupe de 500 mineurs se retrouva au début de l'après-midi par étendue de la grève. La gendarmerie, insuffisante en nombre, tenta vainement de faire respecter « la liberté du travail ».

Le lendemain, trois ou quatre importants groupes de grévistes se rendirent dès le matin aux charbonnages, fondant et laminant de la région carolorégienne pour en débancher les ouvriers. A partir de 13 heures, ils se rendirent aux verreries pour arrêter le travail. Dès le début, des heurts se produisirent et il y eut quelques dégâts : destruction des portes des fours, détérioration de la matière en fusion. Puis, de verrerie en verrerie — ils se laissèrent aller à saccager, à piller et à incendier. A Jumet, à la verrerie moderne de BAUDOUX, ce patron qui avait lancé le mouvement de modernisation de l'industrie verrière, plusieurs centaines de grévistes, après avoir mis en fuite

une trentaine de lanciers qui étaient arrivés sur les lieux, saccagèrent la verrerie, pillèrent l'habitation de BAUDOUX et incendièrent l'usine.

Cependant, vers la fin de l'après-midi, les « forces de l'ordre » (y compris l'armée qui avait été requise), s'opposèrent brutalement aux manifestants. A Châtelet, aux laminoirs de la société d'Acroz, 25 gendarmes, sauts d'air dispersèrent un groupe de grévistes. Mais, elles étaient encore en nombre insuffisant pour couvrir toute la région : à Roux, elles arrivèrent alors que brûlait la verrerie MONSEU ; cependant, la troupe ordonna aux manifestants de se disperser eux-ci refusèrent ; les sommations furent faites ; la troupe tira, des grévistes tombèrent. Le lendemain, toujours à Roux, un groupe de quelques centaines de grévistes qui passaient à proximité de la verrerie BOUGARD fut fusillé par les soldats qui avaient reçu l'ordre de leur interdire le chemin. Au total, les fusillades des 26 et 27 mars firent 14 morts et 20 blessés (4).

Mais l'intervention de la troupe, dès le 26 mars au soir, et à partir du 27 mars, ne faisait que tendre l'atmosphère et d'autres incidents se produisirent : le 27 mars, au matin, l'abbaye de Soleilmont, pensionnat de jeunes filles à Gilly, fut incendié et mis à sac ; le soir, à Châteineau, la troupe tira sur un groupe de grévistes qui s'attaquaient à l'habitation de l'ingénieur du charbonnage du « Trieu Kalsin ».

Malgré les patrouilles organisées par les forces armées mises sous le commandement du fameux général VANDER SMISSEN, la grève s'étendait toujours : le 28 mars, il y avait entre 40 et 50.000 grévistes dans la région de Charleroi. Toutefois, à partir du 29, les patrouilles qui empêchèrent les grévistes de « rançonner » la population, les arrestations et les perquisitions chez ceux qui étaient soupçonnés d'avoir participé aux émeutes, commencèrent à peser lourdement sur le mouvement et obligèrent les mineurs en grève déjà depuis 4 ou 5 jours à reprendre progressivement le travail. Le 2 avril, il y avait encore 20.000 grévistes et si la grève cessait le 8, de nouvelles grèves éclatèrent entre le 10 et le 21 avril.

(Suite la semaine prochaine)
Maxime STEINBERG.

(1) En matière de droit de grève, la législation belge était la suivante, depuis l'adoption en 1868 de l'article 310 du Code Pénal, qui resta en vigueur jusqu'à la fin de la guerre 1914/18. Les ouvriers, en vertu du principe de la liberté du travail, pouvaient cesser le travail et se mettre en grève. Mais ils ne pouvaient constituer une coalition en vue d'enlever d'autres ouvriers dans la grève. Ainsi les groupes qui circulaient entre les différents puits étaient considérés comme illégaux et poursuivis comme tels.

(2) Pour obtenir l'équivalence en francs 1960, il faut multiplier par 40.

(3) Le salaire annuel moyen du mineur atteignait en 1886 le niveau du salaire moyen de la période 1861-1870. Mais par rapport à cette même période, les prix avaient baissé de 3 % en 1886. D'une manière absolue, il y avait donc une amélioration de la situation matérielle de la classe ouvrière. Toutefois, de 1884 à 1886, par rapport à la moyenne des prix et des salaires de la période 1861/1870, les prix, qui avaient baissé en 1884 de 25 %, avaient encore diminué en 1886 de 10 %. D'autre part, le salaire du mineur qui avait augmenté en 1884 de 16 % avait diminué en 1886 de 16 %. D'une manière relative donc, en 1886, le salaire du mineur était inférieur de 6 %.

(4) Selon les sources militaires.

LES GRÈVES DE 1886 EN BELGIQUE



Voir le début de cette étude dans le « D.R.-MAGAZINE » du 29 juin

6

Le Centre et le Borinage en grève du 28 mars au début d'avril

Alors que la grève régressait dans le pays de Charleroi, elle gagnait à partir du 28 mars, le Centre et le Borinage. Et, là aussi, des collisions sanglantes opposèrent grévistes et soldats : à Carnières, à l'important siège de la société de Mariemont, la troupe tira sur les grévistes, le 29 mars. Cependant, dans le Borinage, la grève fut plus ordonnée ; le P.O.B. mieux organisé conseilla aux mineurs d'éviter les rencontres et de ne pas fournir à l'armée l'occasion de les fusiller. Ils appelèrent les mineurs à garder le calme et à venir le 13 juin 1886 à Bruxelles réclamer le SU avec les ouvriers de tout le pays. Dès le 2 avril, la grève s'était résorbée.

7

Le maintien de l'ordre

Ainsi, en mars 1886, la tension sociale qui régnait depuis la crise économique atteignit son paroxysme. Tout à coup, au début du printemps, les régions industrielles furent embrasées. A Liège, dès le 19 mars, les mineurs se mirent en grève et résistèrent jusqu'aux environs du 28 mars. Les troubles qui se produisirent à Liège, le 18 mars, firent craindre des chocs sanglants, mais la grève liégeoise ne donna pas lieu à des incidents par trop tragiques. En aucun endroit, elle n'eut le caractère brutal de la grève hennuyère ! Les forces de police réagirent, cependant, durement mais il n'y eut qu'une victime abattue par un soldat excité. La répression judiciaire fut toutefois particulièrement sévère : le 24 mars déjà, 19 grévistes et manifestants inculpés

furent condamnés à 105 mois de prison.

Dans le Hainaut, au contraire, la grève fut plus brutale. Débutant le 25 mars dans le pays de Charleroi, elle gagnait, le 28 mars, le Centre et le Borinage et ne cessait qu'au début du mois d'avril. Des actes de violence furent commis. En certains endroits, des grévistes, poussés à bout, provoqués de toute part devinrent « émeutiers », pillèrent, détruisirent et incendièrent. Ces désordres n'étaient nullement l'application d'un plan préconçu, à la base duquel se serait trouvé un groupe d'émeutiers organisés. En effet, lorsque la troupe arriva dans la région de Charleroi, rien ne fut tenté contre son intervention, on ne toucha pas aux voies de chemin de fer, on n'essaya pas d'interrompre les communications télégraphiques. D'ailleurs, le déroulement même des incidents témoigne de leur caractère spontané.

Les grévistes hennuyers, au contraire des Liégeois, ne s'étaient pas organisés. En aucun endroit, n'apparurent des délégués des grévistes. Les groupes qui parcouraient la région carolorégienne pour en débaucher les ouvriers au travail ne suivaient aucune directive précise ; ils étaient de surcroît à la merci des plus excités d'entre eux. Or, dans ces groupes se trouvaient des ouvriers que la crise économique avait laissés sans travail depuis des mois ; ces chômeurs avaient épuisé depuis longtemps la petite économie qu'ils avaient pu réaliser sur leur maigre salaire lorsqu'ils étaient au travail ; ils en étaient réduits à vivre d'expédients. Le « Journal de Charleroi » rapportait en février 1885 qu'au charbonnage « Le Pays de Liège » un mineur avait été détressé de son « briquet » par trois individus dont l'un lui déclara : « Tu as soupé, toi, tu peux bien nous donner des tartines, car nous n'avons plus mangé depuis 48 heures ».

Dans l'ensemble du pays d'ailleurs, les actes de délinquance s'étaient accrues au cours des années 1883-1886. Les emprisonnements pour vagabondage et pour mendicité étaient plus nombreux. Dès lors, les sans-travail mêlés aux

groupes de grévistes ne devaient-ils pas profiter de l'occasion qui leur était offerte de vider la rancœur accumulée depuis des mois et de se venger de leur insupportable misère dont leur ignorance rendait responsable cette usine qu'ils allaient détruire ?

De plus, les incidents les plus graves se produisirent aux verreries, notamment à la verrerie BAUDOUX, la plus moderne de la région. Les ouvriers verriers, généralement bien payés, étaient particulièrement mécontents des nouvelles conditions de travail que les récents fours à bassin introduisaient dans l'industrie verrière. Ceux-ci imposaient aux souffleurs d'intensifier leur travail dont la durée était en outre prolongée, tandis que leur salaire diminuait, à la suite de la crise économique. Déjà, en mars 1884, les verriers s'étaient mis en grève pendant un mois, mais cette grève fut calme parce que l'« Union Verrière », syndicat que les verriers venaient de constituer, l'avait organisée. Le 26 mars 1886 au contraire, ce furent les mineurs en grève qui vinrent débaucher les verriers ; ceux-ci les suivirent. Les premières destructions auxquelles ils se livrèrent étaient « normales », il s'agissait de généraliser la grève en rendant impossible la poursuite de la production. Mais par la suite, certains verriers ne se contrôlèrent plus et furent vraisemblablement dépassés par ceux qui donnèrent libre cours à leur rage contre ces usines dans lesquelles ils voyaient la cause de leur intolérable condition. Le président de l'« Union Verrière », Oscar FALLEUR, qui avait rejoint les grévistes, ne put ordonner le mouvement. La Cour d'Assises du Hainaut, lorsqu'elle jugea les inculpés de l'Affaire Baudoux, le condamna cependant comme responsable de l'émeute.

En effet, dans la répression, les autorités bourgeoises, ne firent aucune distinction entre les grévistes et les « émeutiers ». Les piquets de grève, au même titre que les incendies et les destructions d'usines étaient considérés comme des délits relevant de la justice et devaient en conséquence être impitoyablement réprimés. La répression avait été particulièrement sanglante, au total, il y eut dans la région carolorégienne 21 tués ; dans le Borinage, 2 tués (4).

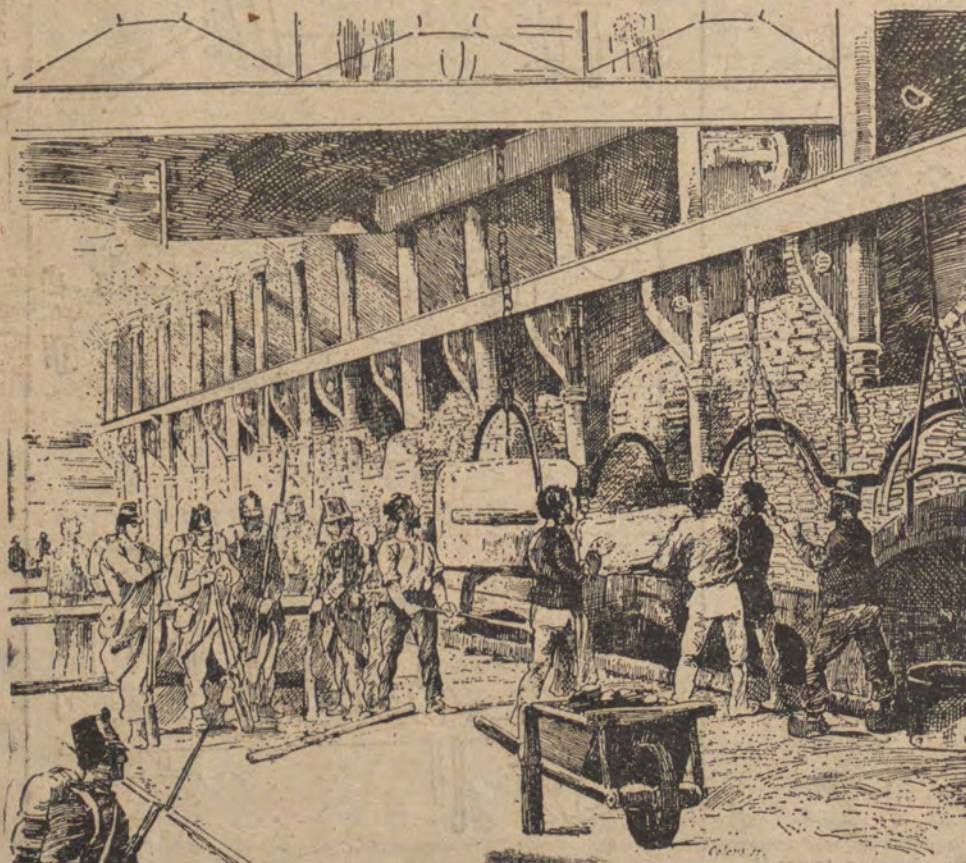
La répression judiciaire ne fut pas moins brutale : à Charleroi, au 10 avril, 35 grévistes avaient été condamnés à un total de 203 mois de prison. Durant les semaines qui suivirent, les procès se multiplièrent : le 5 août, 838 grévistes étaient déjà passés devant le tribunal correctionnel de Charleroi. Mais, en juillet, devant la cour d'Assises du Hainaut la condamnation

de plusieurs centaines de grévistes à des peines plus graves fut prononcée dans les « grandes affaires », telles que l'incendie Baudoux où cinq accusés totalisèrent 79 ans de travaux forcés.

Ces grèves n'eurent pas de résultat immédiat, à l'exception des grévistes liégeois qui obtinrent soit des augmentations de salaire soit une promesse. Le gouvernement néanmoins ne pouvait plus rester impassible devant la situation désastreuse de la classe ouvrière et les menaces d'explosion que les grèves révélaient à l'opinion publique bourgeoise jusque-là indifférente. De plus, il fallait offrir une issue au mécontentement ouvrier que les grèves de mars-avril 1886 ne calmèrent pas puisque des mineurs notamment recoururent, à nouveau, dans les mois qui suivirent à ce seul moyen qu'ils con-



1886 : Manifestation à Bruxelles pour le suffrage universel



La reprise du travail dans une verrerie sous le contrôle de la troupe

naissent. Le gouvernement institua donc une « Commission de Travail » qui enquêterait sur la situation de la classe ouvrière et qui entendrait les plaintes et les griefs des ouvriers dans tout le pays.

Cependant, la répression des grèves en avril ne rassura pas le gouvernement et l'opinion publique bourgeoise. La magistrature prétendait en particulier, à l'existence d'un vaste complot contre le gouvernement et le régime ! Elle constatait que le P.O.B. multipliait ses meetings dans le pays et principalement dans le Hainaut pour y appeler les ouvriers à manifester le 13 juin 1886 en faveur du S.U.

Il apparaissait donc indispensable à la bourgeoisie de renforcer le dispositif de maintien de l'ordre. Le 17 avril, une série de projets de loi furent déposés

(Suite en page 18)

Maxime STEINBERG.

(4) Selon les sources militaires.

LES GRÈVES DE 1886 EN BELGIQUE

(Suite de la page 20)

sur le bureau de la Chambre : ils visaient à accorder un crédit supplémentaire à la gendarmerie et à réviser certaines dispositions sur l'emploi des explosifs et le port des armes. Le ministre de la Justice DE VOLDER aurait voulu aussi faire voter de nouvelles dispositions destinées à réprimer la propagande. « Les derniers événements suffiraient à démontrer », expliquait l'exposé des motifs du projet de loi sur la provocation, « la nécessité absolue de fournir au pouvoir judiciaire le moyen d'atteindre les fauteurs de désordre, les prédicateurs d'anarchie qui abusent des souffrances de l'ouvrier pour le pousser au désordre ».

Mais, l'opposition libérale, ainsi que certains catholiques de la majorité parlementaire, repoussait ce dernier projet de loi, parce qu'elles estimaient que la nouvelle loi pourrait fournir des armes à un parti contre un autre. Les projets, à l'exception de celui sur la « provocation », furent votés, les 22, 23 et 24 mai 1886, par la Chambre (5).

D'autre part, les autorités prirent

une série de mesures répressives en prévision de la manifestation du 13 juin. Le 26 mai, le bourgmestre libéral de Bruxelles, Ch. Buls, l'interdit. Le 4 juin 1886, la Cour d'Assises de la Flandre orientale condamna Edouard ANSEELE, leader du P.O.B. à 6 mois de prison pour avoir traité le Roi de « Volksmoordenaar » le 29 mars (6). De son côté la Cour d'Assises du Brabant condamna, à la même date, Alfred FUISSEAU, membre du P.O.B. à 12 mois de prison pour avoir dans « le Catéchisme du Peuple », qui popularisait le thème du S.U., « attaqué la force des lois, provoqué à y désobéir et offensé le Roi ».

La manifestation du P.O.B. pour le S.U. interdite le 13 juin 1886 fut autorisée le 15 août 1886. Contrairement aux prévisions alarmantes de la bourgeoisie et des autorités, le 13 juin avait été calme dans le pays. De plus, dès juillet, les ouvriers étaient entendus devant la « Commission du Travail ». Les journaux, qui reproduisaient les dépositions devant la commission, consacraient aussi leurs pages au compte-rendu des procès de la Cour d'Assises

du Hainaut. Les craintes de la bourgeoisie s'étaient apaisées. La manifestation du S.U. ne lui apparaissait plus aussi dangereuse. Elle fut un succès pour le P.O.B. 20.000 ouvriers, venus de tous les coins du pays, défilèrent à Bruxelles réclamant le S.U. et l'amnistie pour les condamnés à la suite des grèves de mars 1886.

Les troubles sociaux de mars 1886, la révolte dont les mineurs du Hainaut avaient fait preuve, prouvaient que la classe ouvrière ne resterait plus passive devant la détérioration de sa situation matérielle. Le prolétariat minier était arrivé à un point où il ne pouvait plus se permettre la résignation. Son absence d'organisation l'avait laissé désarmé. Il avait donc réagi d'une manière anarchique et violente. La sévère et brutale répression qui le frappa le convainquit d'adopter d'autres moyens de lutte. Aussi, lorsque le P.O.B. qui venait de se constituer en 1885 par le ralliement des ouvriers de la petite industrie et des petits métiers à l'action politique, apporta son aide aux prolétaires de la grande industrie, ceux-ci créent des ligues ouvrières, groupes

politiques et syndicaux qui leur offraient une perspective positive d'action en vue de l'amélioration de leur sort et de leur émancipation politique.

Les « émeutes de 1886 » avaient donc été la crise décisive à la prise de conscience du prolétariat et à sa constitution en parti politique.

(5) Le gouvernement ne jugea pas nécessaire de modifier les dispositions relatives au droit de grève. L'article 310 du CP resta en vigueur. Toutefois, le gouverneur de la province de Hainaut, le duc d'Ursel, à l'ouverture en juillet 1886 de la session du Conseil Provincial prononça un discours dans lequel il déclara qu'il fallait utiliser d'autres moyens que la grève pour résoudre les conflits sociaux. La presse radicale et socialiste vit, dans cette déclaration, l'intention du gouvernement de présenter un projet de loi réduisant encore le droit de grève, reconnu en principe, mais dont l'exercice était en fait fortement limité par l'illégalité des « piquets de grève ».

(6) A Gand aussi en mars 1886, la grève menaçait de se déclencher, mais le P.O.B. gantois, fortement organisé, parvint à contenir l'exaspération ouvrière. Ce fut au cours d'un meeting qu'Edouard Anseele lança cette épithète au Roi, alors qu'il appelait les ouvriers au calme et les invitait de se préparer au 13 juin, tout en manifestant leur solidarité à l'égard des grévistes henruysers et liégeois.

Correspondence given don of me
Renard.

BP43 _03

Correspondance
RENARD

Le Carnot,

18 Janvier 62.

Mon cher Burnside,

Bien reçu votre bonne lettre
du 14. — Merci encore de
votre envoi d'argent — He n'a
été de la plus grande utilité.

Je vous en ai communiqué
Rumour la liste des dossiers
que je tiens et se disposent.
Ce sont des documents de
journalisme sur diverses nations
et divers temps. Je puis même
affirmer qu'il y a là une
documentation générale
intéressante.

Cordialement à son non
cher Burnside et à tous
ses camarades,

Ch. Marsart

Le Comité,

24 Janv. 63

Cher camarade,

Conformément aux indications
du camarade Bunnell, je vous
transmets la liste des dossiers que
je mets à votre disposition.

Je vous serais très obligé de vouloir
bien les faire examiner le plus tôt
possible.

Comme vous pouvez le voir d'après
la liste, ils représentent un volume
important (un camion à peu près
je suppose)

Je me mets à votre entière disposition
pour tous renseignements complémentaires.

Cordialement à vous

Ch. Masson

18, rue de Valenciennes, Le Comité
(4-m.) France

P.S. - Comme vous le savez probablement,

je vous rappelle que ces dossiers sont
composés de coupons de presse datés
de plus ou moins quarante ans d'années

Dossiers envoyés à Bruxelles.

MATIÈRES	NOMBRE	MATIÈRES	NOMBRE	MATIÈRES	NOMBRE
I. Communication		XXI - Philologie	1	XXX Pays (du Portugal	
II. Communisme	8	XXII - Littérature	1	à Zanzibar)	23
français		XXIII - Litt. franc.	1	XXXI - Pays (Israël)	
III. Religion	1	XXIV - Histoire	1	(Porto Rico)	34
IV. Sciences	1	(sauf France)		XXXII - URSS (I)	
V. Sociologie	1	XXV - Sciences	1	1931-54	
VI. Sports - Jeune	1	XXVI - Philologie	1	XXXIII - URSS (II)	(1237)
VII - Théâtre	1	XXVII - Russie	1	XXXIV - Belgique	(1874-1954)
VIII - Transports	1	XXVIII - Histoire	1	XX	1657
IX - Travail Humain	1	XXIX - Litt.	1	XXXV - Allemagne	2587
X - Vie Quotidienne	1	française	1	XX	(1869-1954)
XI - Voyages	1	XXXVI - Philologie	1	XXXVI - Afrique	110 pièces
XXII - Coopération	5	minimisation		Amerique	
XXIII - Guerre et		Cryptologie	1	Océanie	31-12-31
paix		XXXVII - Musique	1	XXXVII - Europe	110 pièces
XXIV - Socialisme	1	XXXVIII - Politique	1	XXXVIII - Sciences	
XXV - Politique	1	française		II	
française		XXXIX		XXXIX -	268 pièces
XXVI - Musique	1	Question	1	Synchrisme	(1909-54)
		française		français	

Un ballon sphérique a une capacité de 600 m^3 quand l'enveloppe est complètement tendue. Il communique librement avec l'air par une manche située à sa partie inférieure.

1° On gonfle incomplètement avec de l'hydrogène, l'enveloppe se lant flasque. Le ballon contient alors 500 m^3 d'hydrogène, la température ambiante étant 15°C et la pression atmosphérique étant 75 cm de mercure. Calculer la poussée de l'air sur le ballon, sachant que, dans les conditions normales, 1 litre d'air pèse $1,293 \text{ g}$.

2° Sachant que le gaz hydrogène a pour formule H_2 et que la masse atomique de l'élément hydrogène est 1, calculer la densité par rapport à l'air du gaz hydrogène et la masse de l'hydrogène contenu dans le ballon.

3° L'enveloppe, la nacelle et les passagers pèsent 500 kg . Quelle est la force ascensionnelle au départ?

4° Quand le ballon s'élève, l'enveloppe se tend progressivement. On admet que l'hydrogène se met instantanément à la même température et à la même pression que l'air extérieur et qu'il ne s'échappe pas par la manche tant que l'enveloppe n'est pas tendue. Montrer que, tant que l'enveloppe n'est pas tendue, la force ascensionnelle reste constante.

5° Quelle sera la masse spécifique (ou masse volumique) de l'air, au moment de l'ascension où l'enveloppe commencera à être complètement tendue?

6° A partir de ce moment, l'ascension continuant, l'hydrogène sort par la manche, de façon que la pression reste égale à la pression de l'air extérieur. Montrer que ceci entraîne une diminution de la force ascensionnelle. Quelle sera la masse volumique de l'air à l'altitude à laquelle le ballon planifiera?

2) Documents envoyés Bruxelles

MATIÈRES	NOMBRE		
<u>XL</u> Sciences	Environ papier-journal	<u>XLVII</u> Commun	—
<u>XL1</u> Littérature	557	<u>XLIX</u> <u>XX</u> Général 1914 - 34	
<u>XLII</u> Social français <u>XX</u> <u>X</u>	1918-54	L Danemark à Copenhague	17
<u>XLIII</u> Général et particulier <u>XX</u>	1938-54 (301 n)	L1 Haiti à Indonésie	75
<u>XLIV</u> <u>XX</u> Information nationale commun ISR - Réf.	1919- 47	I II Belgique Chim	
<u>XLV</u> <u>XX</u> Int. et II' Internat	1872- 1958	L III Cypre Cuba	
<u>XLVI</u> Litt. franc	<u>XX</u>	L IV Afrique Centrale Soudan Océan	
<u>XLVII</u> Commun français	Gros papiers	L V Danemark Copenhague	

Le Canard
12 février 1963

Cher camarade Renard,

Toutes mes excuses pour ne
pas avoir encore répondu à votre
lettre - Malheureusement, au moment
où je la recevais, j'ai été repris par
une crise simule de ma maladie
(troubles circulatoires) douloureux
et... très coûteuse!

Ma situation s'étant améliorée,
je vais vous envoyer le plus tôt
possible les dossiers réclamés,

je voudrais savoir si vous comptez
les présenter tous, sinon je les donnerai
sur IC français. Je veux qu'ils
soient utiles à des camarades
du Parti et je serai heureux que
la chose pût se faire assez rapidement

J'ai également des livres
que je pourrais vous céder, je
comptais les vendre, mais comme

le P.C.B., au aide précieusement
dans mes ennemis financiers
je serais heureux de vous les donner.
Je serais ~~très~~ ^{discret} ~~très~~ ^{très} heureux
connaître d'avoir votre avis, sur
tous les points et vous prie d'agréer
pour vous et vos amis mes meilleures
salutations

Ch. Nassart

18 rue de Jougneville

Le Cannet

(19-m.)

FRANCE

L. Carnot
28 fév. 13.

Cher camarade Renard,

Avant de faire l'expédition
des dossiers je tiens à vous
demander votre avis.

Je me suis procuré deux caisses,
l'envoi (des deux commandes) est
volumineux) - Les frais (30 ^{environ francs}) sont
de 2500 à 3000 fr - Transport
à la gare et expédition.

Sommes vous d'accord ? Si oui
je fais le nécessaire.

Un mot pour l'instant - Si
comme je l'espère vous prenez
le tout, je ne crois guère pratique
de procéder ainsi par fragments
Il faudrait envisager une
méthode plus rapide -

Examinant cela et écrivis - merci -
j'attends votre réponse
pour faire l'expédition.

De tout cœur à vous et aux
vôtres

Ch. Massart

PS L'encre prise environ
30 à 35 Kcs

Le Comité
2 avril 63

Cher camarade Renard,

Avant tout, veuillez remercier
le camarade Brunelle pour
l'argent qu'il m'a envoyé
et qui m'a rendu grand
service.

Le deux colis sont partis -
tout est en règle - Vous les
recevrez dans une dizaine
de jours.

Vos réceptions nous nous mettrons
d'accord pour le reste.

Cordialement à vous
Ch. Nassut

18, rue de Valenciennes Le Camille
(a-m.) FRANCE

Je reçois à l'instant une lettre
des commandes Burnell et Douchette
me demandant de leur envoyer
quelques souvenirs sur le début
du I.C.B.

Voulez-vous leur dire que je vais
examiner la question et que je
leur enverrai le plus tôt possible
à ce sujet -

Le Cannet
28 mai 63

Cher camarade Renard,

Je vous envoie le reste des
dossiers en trois colis, coût
environ - 4000 fr -

Maintenant que nos expéditions
sont terminées, je voudrais
préciser quelques points - Je ferai
tout ce qui il me sera possible
pour le F.C.B. Mais je tiens
à bien préciser certains points.

Je suis âgé de 86 ans, ma maladie
(troubles circulatoires) m'incapable
beaucoup. - Mais je ferai tout
mon possible, tout comme envoi
de souvenirs etc, sans que vous
ayiez besoin de me le rappeler.
Surtout nous bien d'accord ?

Cordialement à vous et à tous
nos amis

Ch. Morant

Le Comité.

5 juillet 63.

Cher camarade Renard,

Lors de l'envoi des
deux premiers colis de drogues,
vous m'avez envoyé comme convenu
la somme de 2000 fr. surmontant
des frais d'envoi que vous avez
aimablement majoré. ~~Quant à~~
Soit en tout 22000 fr. Or cette
fois à mon envoi d'envoi, je
vous en remercie et je m'en suis fait
l'envoi. Je suis donc dans l'obligation
(ce que j'ense préfère ne pas faire)
de vous informer que mes ^{faibles} ~~faibles~~
ressources consistent dans une
pension de vieillesse, plus ce que
mon fils peut gagner pour quelques
travaux de couture. Ajoutez que
nous sommes ~~malades~~ malades
tous les deux. — Je viens de recevoir
une pauvre et je pourrais vous

faire l'un qui, je l'espère,
recevra la même inscription
que la première fois.

Cette fois l'usage m'a fait
trois gros colis, le poids sera
environ de plus de 1500 gr.
Je vous serais très reconnaissant
de me dire si nous sommes
d'accord, car je ne voudrais
pas qu'il y ait entre nous
le moindre malentendu.

Cordialement à vous et à
tous nos amis

Ch. Messant

18, rue de Valenciennes

Le Comte (A.-M.)

FRANCE

de Cormet
16 juillet 63

Mon cher Renaud.

Ma pension étant
arrivée, j'ai pu faire partir les trois
colis. Les vôtres arriveront dans une
quinzaine de jours — Le prix de l'envoi
est de 4200 fr. — Dans votre
lettre de réception des 75. envoi, vous
me disiez que l'argent du 2^e envoi
serait envoyé avant l'expédition.
Les circonstances ne l'ayant pas
permis, vous pourriez en toute
sécurité m'envoyer la somme due.
Je vous en remercie à l'avance —
Mon somme bien d'accord, je l'espère
car je ne voudrais pas qu'il y
ait le moindre malentendu
entre nous —

De tout cœur à vous et à vos amis

Ch. Massin

18 rue de Jougues de Cormet

Le Canard
2 oct 63

Mon cher Bernard,

Merci pour le no du
Drapeau Rouge contenant
la notice me concernant.
Je suis très touché du
bon souvenir de tous nos
amis.

De tout cœur à tous

Ch. Harcourt
18, rue de Jouglares
Le Canard (C.M.)
France

S. Cunnet - 2-2-64

Cher Camarade.

Je vous avait écrit il y a quelques semaines à la place de mon père Charles Massart qui avait dû être hospitalisé. Hélas la maladie a été plus forte que toute son énergie et il est mort hier d'une crise cardiaque. Jusqu'au bout il avait gardé sa lucidité et hissait son Drapeau rouge toujours avec le même plaisir.

Or cher camarade je sais quels étaient ses projets à votre égard et je veux remplir ses dernières volontés.

Fondriez vous recevoir à nouveau des dossiers - coupures de presse - comme les autres mais se rapportant aux personnages ci-dessus.

2)

Par exemple dans la lettre à
vous adressée Staline et Staline
dans L. . . Genine au Gopetk.

Mais peut-être ne voulez-vous que
les sujets politiques et faut-il
en retirer les sujets littéraires.

X D'autre part mon père avait depuis
50 ans fait collection de brochures
beaucoup ^{sont} ~~éditées~~ en Belgique
sur le mouvement ouvrier de l'époque
qui par leur ancienneté même
vous seraient très précieuses
Mon père a une très belle bibliothèque
marxiste - et je puis vous en pré-
senter en vous offrant ce qui
pourrait vous être utile.

Il serait si heureux de voir son
travail servir à ses jeunes camarades
du P.C.B.

Mon père est resté jusqu'au bout
d'une lucidité, d'un enthousiasme
et d'un optimisme rare chez un
homme de son âge. Je passionné

3/

toujours pour toutes nos lettres
carrées.

Moi je suis malade, déjà âgé
j'ai ~~60~~ ans, et je voudrais tant
que ses livres, objets de l'amour
de toute sa vie, puisse encore
servir à faire du bon travail.
d'ailleurs je m demande pas
d'argent; mais si vous pourriez
m'aider un peu; j'ai du mendotter
pour lui faire une sépulture décente.
et je suis malheureusement sans
ressource.

Voudriez vous, cher camarade,
me répondre sur sujet des dessins
et des brochures.

Pour les livres nous pourrions voir
après ce qui vous conviendrait.

Je ferais comme d'habitude; je
l'envoierai et vous me rembourserez
le prix du transport.

Je t'excuse mon écriture,
 cher camarade, mais la mort
 de mon père est pour moi un
 coup terrible; il était ~~ce~~ si
 fort d'esprit que je ne pouvais
 pas ~~appréhender~~ sa mort.

Pourrai-je vous demander de me
 continuer encore quelques temps
 le service du Drapeau Rouge.
 Cela me rapproche de nos bons
 camarades belges.

Je vous prie de me répondre
 rapidement il faut beaucoup de
 temps pour les envois.

Je vous remercie pour tout ce que
 vous avez fait pour lui; cela lui a
 fait tout de bien matériellement et
 moralement.

Recevez, cher camarade, nos
 fraternelles salutations

M. Mues

P.S., à quelle adresse exacte faut-il
 envoyer les colis
 amiénois Mues

5/

Je viens de retrouver de très importants dossiers se rapportant à Marx et Engels; comme vous le savez mon père était spécialiste de l'étude du marxisme. Seul doute qu'ils ne vous intéressent. Enjoint une bibliographie complète des œuvres de Marx et Engels avec étude approfondie se rapportant aux œuvres complètes de Marx et Engels pour chez Costes. les possédez-vous.

Enfin toutes les œuvres personnelles de père; ses articles de l'Explicite et ses conférences sur la colocation ouvrière.

Bien que cela soit ses dernières souvenirs je m'en séparerais pour vous. Il me semble qu'il ne sera pas complètement mort si de jeunes camarades profitent de son exemple.

1919
1920

Comme je vous l'ai dit, cher
comarade veuillez me répondre
le plus ~~de~~ vite possible

Bien cordialement à vous

M. Mounier

Le Canot - 13-2-64

Chers camarade.

Je suis très touché des condoléances que le parti et la fondation Jacquemotte m'ont adressées à l'occasion de la mort de mon père.

C'est pour moi une perte irréparable et il faut vraiment que je m'inspire de l'optimisme et du courage dont a toujours fait preuve mon père pour essayer de surmonter ma douleur. Je vous remercie beaucoup pour l'aide matérielle que vous m'offrez.

Il est bien possible de devoir poser des questions financières à une perte si douloureuse.

Je suis en train de mettre en ordre tous les dossiers de mon père et je crois que vous y trouverez beaucoup de choses intéressantes, notamment des travaux personnels au point de vue

éducation ouvrière et marxisme.

Je voudrais bien savoir si je dois
vous envoyer les articles de l'exploité -
Si vous les possédez veuillez me
prévenir.

Au sujet de la bibliothèque je suppose
que vous possédez tous les volumes
édités par les Editions sociales depuis
1945 ; je pense à l'édition complète
des oeuvres de Lenin. Mais avant 1940
il y a de nombreux volumes qui me semblent
très intéressants.

Avez vous ~~pas~~ des camarades
connaissant anglais et allemand.
Sa encore j'ai de nombreux volumes
qui vous conviendraient entre autres
"Das Kapital", édité à l'institut
Maox Engels de Moscou.

Si vous êtes d'accord je vous
enverrai non seulement les livres
marxistes mais tous les philosophes
précurseurs comme il est nécessaire
pour l'étude du marxisme.

Je vous serai reconnaissante,
chers camarades, de me répondre
au plus vite sur ces divers points.
Je pourrai alors faire les envois
au plus tôt.

En attendant une prochaine
réponse je vous prie d'accepter,
chers camarades, mes fraternelles
salutations

M. Mue

Le Canot - 29-2-64

Cher Camarade

Je suis en train de préparer
tous les envois de la bibliothèque
de Charles Messant. C'est un
travail considérable et ont donné
l'importance et le nombre des colis
à envoyer.

D'une part tous les dossiers et
les brochures qui sont déjà presque
emballés dans les cartons.

Pour les livres il m'a fallu
me procurer des caisses.

On voulait me faire payer un prix
excessif; or comme je sais que le
parti n'est pas riche, je m'efforce de
trouver une combinaison pas trop
onéreuse. Il y aura au moins
6 caisses et 6 ou 7 cartons.

Bien qu'il me soit très dur de

me séparer des livres de mon père
qui étaient toute sa vie, je le fais
volontiers en pensant que de jeunes
camarades continueront l'œuvre de
leur père. Je vous ai envoyé même
les livres avec dédicace. Je suis
sûr que vous les traiterez avec respect.

Vous avez une bibliothèque marxiste
qui est le résultat de 50 ans de
recherches.

Vous recevrez également les œuvres
personnelles de père et parmi celles-ci
une « le problème de Jésus » que vous
pourriez garder j'en ai le double ;
puis un manuscrit auquel je
tiens beaucoup ; il s'agit de
Jacques Roux curé - sans culotte ;
prêtre de révolution française.
Celui-là vous serait-il possible
de le recopier en dactylo pour me
l'envoyer ^{cela me ferait bien plaisir} ou bien si ce n'était pas
possible il faudrait alors me le
renvoyer par la poste ; je n'en

de qui un exemplaire.

Je voudrais que vous me répondiez
vite à ce sujet particulier.

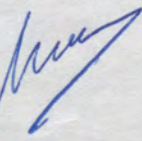
Cela aurait le volume d'un brochure.

Si il me vous est pas possible de
me le renvoyer il voudrait mieux
que je ne le mette pas dans le colis.

Il est évident que vous pourrez
utiliser tous les crédits de mon père.

Donc, cher camarade, un peu de
patience et vous recevrez tout en
même temps, cela reviendra bien
moins cher pour le transport.

Je vous prie d'agréer, cher camarade
Renard ainsi que tous les camarades
de la Fondation mes salutations
fraternelles

de. 

G. Canuet - 98-9-64

Cher Camarade

J'ai bien de recevoir le mandat
que vous avez bien voulu m'envoyer
de 57.000 argent francs.

J'ai mis infiniment touché de
votre compréhension dans ce moment
si difficile pour moi. de non de
votre vieux camarade je vous en
remercie vivement.

J'ai enfin terminé tous les
emballages de la bibliothèque.
J'avais espéré vous l'envoyer
cette semaine, mais le camionneur
est encore souffrant; ce sera
pour la semaine prochaine.

L'envoi comprend 5 caisses et
17 cartons.

Il y a tous les dossiers - les
œuvres personnelles de père -
articles de l'explorateur et du drapeau

rouge et puis tous les livres
marxistes ; je crois que vous
serez content de cette collection
et moi je serai bien heureuse
de savoir les livres de mon père
dans la bibliothèque du parti,
comme mon père l'aurait
certainement voulu.

Recevez, cher camarade, mes
salutations fraternelles

eff. ~~Alvina~~

Le Cannet - 8-4-64

Chers Camarades.

Ses colis sont enfin emballés
depuis le 1^{er} avril. Il y a 7
cartons et 5 caisses.

Ils doivent vous arriver vers le
15 - Je les ai fait adresser
port - dû. Vous n'aurez pas
ainsi le plaisir de me rembourser
Il y aura à peu près ^{mon} 15 000 frs
français de frais - 150 F nouveaux.

Pour le camionnage et les caisses
nous n'en parlerons pas. Le parti
n'est pas riche - Il y a 360 K!

Je suis bien heureuse de servir
les livres de mon père dans

la bibliothèque de P.C. Belg. [21]

Je crois que vous serez contents de l'envoi.

Il y a toutes les copies de presse -
les œuvres personnelles de père -
articles de l'«Explorateur» - du drapeau
rouge - des articles sur la Belgique
à l'«Humanité» et à l'agence Tass -
puis tous les livres.

Vous trouverez assez bien de docu-
ments sur la religion - mon
père y attachait beaucoup d'importance et hélas en Belgique cela
est toujours d'actualité.

Je vous ai envoyé aussi le
livre de Marx par Spargo en anglais
et la traduction que mon père en
avait faite - Vous pouvez naturelle-
ment utiliser toutes les œuvres de
mon père, mais si un jour
vous n'avez plus besoin des

articles de l'exploité ou les 3/
4^{es} pas - renvoyez les moi -
seulement dans ce cas -

Quand vous aurez reçu l'envoi
et que vous l'aurez examiné
je vous serai reconnaissant de
me dire si vous êtes satisfait
Je vous remercie de me continuer
le service du Drapeau rouge qui
m'intéresse énormément -

Est-il besoin de vous dire que si
l'un des camarades vient par la
côte je serai bien heureux de le
recevoir - Si vous le désirez je
vous enverrai une photo récente de
mon père

Je vous prie d'agréer, cher cama-
rade nos salutations fraternelles
M. Jure

Le Cannet 16-juillet 1964

Chers Camarade.

Je me permets de vous écrire pour
vous demander si vous avez trouvé
des documents intéressants dans la
bibliothèque de mon père Charles
Massart. Je suis très heureuse
s'il en était ainsi et si cela
vous aide dans votre travail.
Si cela vous intéresse je pourrai
en fin d'année vous envoyer
encore un colis surtout de livres
des Editions sociales.

Je vous demande seulement au
cas où vous n'auriez plus
besoin des articles de l'«Exploité»

écrit par Massard de ne pas les
détourner et de me les renvoyer ^{me}
seulement en ce cas; j'aurais trop
peur d'être d'ib-vous sont utiles.
J'en ai aussi écrit que pour
équilibre mon budget j'ai loué
une chambre meublée dans mon
appartement ^{pour 15 mois} ~~à~~ ^à ~~à~~ ^à si cela intéresse.
Voilà un camarade belge j'en
serais très heureuse.

En attendant de vos bonnes
nouvelles je vous adresse, cher
camarade, mes salutations
fraternelles.

P.S. Toutes mes félicitations
pour votre excellent Professeur
Bugey toujours si intéressant

M. Muey
N° Massard 18 rue de Joussiers.

Le Cannet 2-3-65

Cher Camarade

Depuis la mort de mon père,
Charles Massart, la vie est
naturellement devenue très dure
pour moi. Je suis en effet
seul, et plus toute seule
hélas; c'est pourquoi je
m'efforce de louer pour l'été
une chambre meublée de mon
apportement. Mais je ne voudrais
pas avoir affaire à un inconnu.
C'est pourquoi je viens vous
demander si vous connaissez
pas des camarades qui la chose
pourrait intéresser.
Il s'agit d'une chambre très
confortable en chambre chaude
et fraîche donnant sur le
jardin dans un quartier
très tranquille -

On pourrait faire la cuisine
si l'on le désire.

Le prix pour l'été est de
450 F pour juillet ~~450~~ F et
septembre de 350. Juin 350 F
Évidemment pour les autres mois
qui ne sont pas de saison
les prix sont fortement diminués.

Le Cannet est un faubourg de
Cannes. On peut y aller à pied
8 m ou en car tous les
15 m.

Le lieu est pour une personne ou
deux petites.

Peut être cher camarade
pourrez vous me trouver un
bon locataire qui ne perdra
en même temps de notre cher
P.C.B.

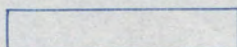
En me excusant des dérangement que
je vous cause je vous prie
d'agréer mes meilleurs saluts

Cher
Monsieur
18 rue de la République
Le Cannet

PARTITO COMUNISTA ITALIANO

DIREZIONE

Prot. N. 12/1963



Fait

Roma, li 2/2/1963

VIA DELLE BOTTEGHE OSCURE, 4

Telefono multiplo 684.101

Ind. tel.: Parcomit - Roma

Au Comité Central du
Parti Communiste de Belgique
18, Av. de Stalingrad

BRUXELLES

Chers camarades,

nous avons reçu le Drapeau Rouge qui
publie le projet de thèses pour le XIV Congrès de vo-
tre parti.

Nous vous serions très reconnaissants
si vous voudrez bien nous faire avoir le plus rapide-
ment possible, 30 exemplaires à donner à nos camarades
dirigeants.

Recevez, chers camarades, nos très fra-
ternelles salutations

p. LA SECTION POUR L'ETRANGER
(Giuliano Paietta)

h. [signature]



GIULIANO C. FABRIANO

Parti Solidaire Africain

P. S. A.

COMITE CENTRAL
B.P. 1715 - 1867
28, Force Publique N° 28
Commune de Dendale
LEOPOLDVILLE

N/Nef : 1/PSA/BUR.P./63

V/Ref :

Objet :

Léopoldville, le 14 Février 1963.

Monsieur le Président du Parti
Communiste Belge
33, rue la Caserne n° 33

BRUXELLES.-

Au bons soins du Camarade
Pierre JOIE.

Monsieur le Président,

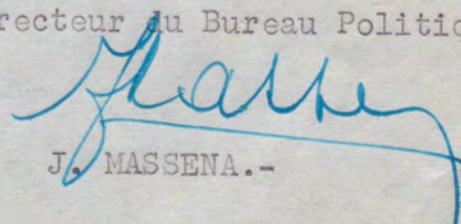
Le Drapeau rouge nous renseigne du IVe Congrès du P.C. qui aura lieu à Pâques. Pouvons nous vous demander d'accepter à titre d'observateurs un ou deux délégués du Parti Solidaire Africain.

Cette demande est surtout basée du fait que nous comptons en organiser dès la sortie de notre ami Gizenga , Président Général du P.S.A.-

Si vous le souhaitez, notre délégué pourra également prendre la parole, pour exposer les objectifs principaux du Parti Solidaire Africain.

Croyant que vous tiendrez compte de la sympathie que nous avons au Parti Communiste Belge, nous vous prions de recevoir, nos meilleures salutations.-

POUR LE PARTI SOLIDAIRE AFRICAIN
Le Directeur du Bureau Politique


J. MASSENA.-

1 ok

19-3-63

un double a l'opéra

An den Lederhändler
Direktor "Der Rode Lutter"

Cher cde,

I me rendent que le "Rode Entier"
en envoyant à ses vendeurs des numéros ^{"P"} ~~de~~ Unité d'origine,
[devenue]

a fissi' das le paupt ds artich ~~Tropine diverse~~
alloguant li cant loghiatti

le fait.

Je suppose que tu ne contesteras pas.

Je devrais avoir si cette patrouille
~~de personnes~~ a eu lieu suite à ta directive.
 Dans le négatif, ~~il y a~~ initiative
 qui est à l'origine de cette

Benford

Re R - C

Au Secrétariat du Parti.

Chers camarades,

La camarade Lisa Dorfmann a demandé au CC du PCUS, à titre personnel, une pension comme veuve du Camarade Frans Morriens.

Pour établir son dossier, elle a besoin d'une attestation du Parti belge, relative à Frans Morriens, et disant à quel moment Morriens a adhéré au Parti et les fonctions qu'il y occupa.

D'après ses souvenirs, Morriens est membre du Parti "depuis 1919", fut membre du Comité central en 1925, secrétaire de la Jeunesse communiste, membre ensuite du Bureau politique et "l'un des cinq secrétaires du Parti, chargé des questions syndicales". Cela est assez vague, et il faudrait pouvoir préciser tout cela grâce à l'aide notamment de Georges VandenBoom et d'Emile Wackenier.

Lisa Dorfmann est elle-même membre du Parti belge depuis 1925 jusque 1930, moment de son expulsion de Belgique. Elle a "réadhéré" au P.C.U.S. en 1939. Elle habite Moscou, avenue Vernadski.

Wassil

2 mai 1963

Au comité central du Parti communiste
de l'Union Soviétique
Moscou.

A T T E S T A T I O N .

Je soussigné Ernest BURNELLE, Président du Parti communiste de Belgique, certifie que le camarade Frans MORRIENS, époux de la camarade Lisa DORFMAN, fut un des fondateurs du Parti communiste de Belgique, en 1921, après avoir milité, à partir de 1919, dans le groupe communiste "L'Internationale" d'Anvers.

Le camarade Morriens devint membre du comité central du Parti en 1925 et secrétaire de la Jeunesse communiste la même année. Il entra ensuite au Bureau politique et au secrétariat national du Parti en qualité de responsable des questions syndicales. Sa femme, la camarade Lisa Dorfman, fut expulsée de Belgique en 1930. Le camarade Morriens fut alors envoyé à Moscou où il travailla aux "Editions internationales". Rentré en Belgique en 1938, il reprit immédiatement des activités militantes, notamment en tant que directeur de la librairie du Parti, activités qui se poursuivirent sans interruption jusqu'à son arrestation par l'occupant nazi en 1943. Le camarade Morriens mourut au camp de concentration de Gross Rozen.

Fait à Bruxelles le 2 mai 1963

Ernest BURNELLE
Président du P.C.B

Paris, 16/12/63

Comrades.

J'ai été stupéfait en lisant dans le D.R. de vendredi 13/12/63 l'article en troisième page intitulé: la discussion du Rapport Krouchtchev.

[La première question que je me suis posée est celle-ci: Pourquoi le D.R. reproduit-il des monstruosités comme celles-là. Et pour cela avouer l'il de l'anti. Cela fait la joie des journaux bourgeois et jette le doute chez les Comrades.

Je vous dirai que pour ma part j'ai été tellement écoeuvée de lui de cette chose. Car si dans le rapport - on appelle cela de la critique moi je l'appelle tout simplement: Sabotage en URSS: et de plus dans cet article on stipule que cela a provoqué des tempêtes de rue!

Des tempêtes de rue! parce qu'une usine avait reçu 11.000 pièces en trop. on jette dans la rue pour les brûler, et s'aperçoit ensuite qu'elles se détériorent. On doit avoir! quelle demagogie, quel Sabotage. et on dit? Dans n'importe quelle usine Capitaliste cela devant avoir lieu, on fait tout de suite la discussion à la porte.

Dans une autre usine ou fabrique

400.000 mètre carré de fouilles d'archéologie. avant
de l'apercevoir que celle était bien lourde à portée
et sentait mauvais à la pluie. et le Comble! on
propose que si cela ne convient pas aux grands hommes
on les fera porter par les enfants.

Mais que faut-il donc faire pour ne pas appeler
cela du sabotage.

Et c'est les intrusions pour briser l'édifice
des 160.000 jeunes répandus dans la construction de
l'industrie chimique et la production des usines
existantes dont les produits sont utiles bon pour leur
absence de goût et le balancement: et on rit?

Mais bon Dieu que faut-il donc faire
pour être aimé et traduit en justice en URSS.

Car le camarade Pavlov n'a pas seulement fait de la
critique il a dénoncé un sabotage et honte!

Le DR reprend cela dans un mot de
commentaire, exactement comme les journaux
bourgeois. vous voyez quelle impression cela laisse
parmi les lecteurs.

Il n'y a donc personne au DR. qui relit
les textes avant de passer à l'impression.

Et les Camarades au lieu d'en rire pour
sérieusement rire que des choses comme cela peuvent
encore se produire.

Je voudrais avoir une réponse à ma lettre
sans fautes et vous prie d'agréer mes salutations
fraternelles.

Paulin Herman, 10 Rue des Communards

Paris 16^e par Goussier. P.S.

30 /12/63

Au camarade Herman Barbion
10, rue des Communes
Baisy-Thy (par Genappe).

Cher camarade,

Nous avons bien reçu ta lettre concernant l'article paru dans le D.R du 13 décembre. Ta réaction à la lecture de cet article peut certainement se comprendre, mais nous croyons pourtant que tu ne l'as pas apprécié exactement comme il convenait.

Les faits dont il est question dans cet article sont évidemment très regrettables, mais ils n'en sont pas moins exacts. Le D.R les a rapportés tels que les camarades sociétistes eux-mêmes ont jugé bon de les rendre publics. Il n'a, ce faisant, ni déformé la vérité, ni ouvert ses colonnes à des informations ayant un caractère de dénigrement systématique.

Fallait-il dissimuler ces faits rendus publics par les camarades soviétiques eux-mêmes ?

Nous ne le croyons pas et ce pour trois raisons :

La première : nous n'en sommes plus à l'époque où il était possible de démentir les progrès énormes que l'économie soviétique réalise grâce au socialisme. Ces progrès sont aujourd'hui si évidents, si universellement admis, que nous n'avons pas à craindre d'évoquer les faiblesses qui persistent et les difficultés qu'il faut encore surmonter tous les jours sur le chemin du communisme;

La seconde : l'expérience montre que rien ne nous est plus nuisible que de laisser à la presse bourgeoise l'exclusivité de la diffusion de "révélations" de ce genre. Nous taire, c'est laisser croire que des faits de ce genre nous laissent à quia, alors qu'il n'en est rien. Il y a 45 ans que la presse bourgeoise nous inonde de calomnies antisoviétiques (et utilisent à cette fin certains faits) et qu'en reste-t-il ? Tu écris -un peu vite - que rien de comparable ne pourrait se passer dans des usines capitalistes. En réalité, c'est le contraire qui est vrai comme le montre, par exemple, la manière dont notre industrie charbonnière a été détruite, destruction qui donne lieu à des monstruosité bien plus graves que celles dont l'article du D.R fait état.

La troisième : à la pratique naïve qui consiste à jeter un voile pudique sur des déficiences reconnues et à essayer de faire croire - bien en vain - que tout va toujours pour le mieux dans les pays socialistes, nous préférons que le D.R oppose son souci de mettre en relief des faits qui, comme celui-ci, montrent que le comité central du P.C.U.S. discute librement des problèmes et regarde les difficultés en

face. Les critiques de Pavlov ne sont-elles pas avant tout, dans notre optique, une démonstration de la démocratie qui caractérise les débats du comité central du P.C.U.S. ? Or, c'est sur ce terrain que les attaques de la bourgeoisie peuvent encore avoir une certaine portée, alors que, sur le terrain des réalisations économiques, ses calomnies ont perdu tout crédit.

Nous espérons, cher camarade, que cette réponse te donnera satisfaction et, comme la nouvelle année approche, nous joignons nos bons vœux pour 1964 aux salutations fraternelles que nous t'adressons ici.

Cher Camarade

Ci joint une photo d'un détail choisi (10 cm environ)
d'une composition exécutée sur verre à l'encre de chine
avec certains procédés. Cette photo est le négatif de
l'original obtenu par projection du motif tracé sur le
verre.

Comme je le disais à René la dernière fois que
je l'ai vu, il serait possible avec la collaboration
d'un technicien qualifié de mettre au point une
machine ou le manipulateur permettant à son opé-
rateur de réaliser les plus variés et sur grandes
surfaces.

J'en ai notamment exécuté, toujours avec mes
procédés un échantillon ~~sur~~ sur plastique transparent
recouvert ensuite d'une couleur synthétique
tendue. Le résultat est une sorte de tapisserie
que l'on peut rouler et résister à toutes les
intempéries.

Amicalement

Renoty

Anvers, le 17 mars 1964

Au Cde A. Renard.

Cher Camarade,

Ci. joint la traduction de l'Adresse Inaugurale. Cela a été un énorme travail. Deux amis s'y sont mis successivement. J'ai dû reprendre le tout pour de très nombreuses corrections. Jamais je n'ai rencontré tant d'obstacles lors d'une traduction!

Pour ce qui est des "statuts" je demande quelque patience.

En attendant j'espère qu'on ne tardera pas trop longtemps avec l'édition flamande. J'ai lu ton texte, il me paraît d'une importance certaine.

Bien cordialement

L. Michiels

L. MICHIELSEN
Italiëlei, 155
ANTWERPEN

21 avril 1965

Au camarade René NOEL
Cuesmes.

Mon cher René,

Le Bureau politique me charge de t'adresser toutes ses félicitations et ses remerciements pour la réussite de l'opération "numéro" dont tu as pris l'initiative avec une confiance et un sens diplomatique qui méritent vraiment un grand coup de chapeau.

Pour le reste, les camarades du B.P. estiment qu'il serait prudent que nous allions à trois le jour du tirage - Moulin, toi et moi - afin de pouvoir contrer plus facilement une éventuelle manoeuvre procédurière des représentants de l'un ou l'autre parti traditionnel. Il vaut mieux s'entourer de toutes les précautions.

Dès que je serai informé de la date et de l'heure précises du tirage (Moulin va ~~asse~~ renseigner aujourd'hui), je te ferai signe.

Bien amicalement,

Claude Renard.

5 mai 1965

Monsieur Paul DEMOL
Rédacteur en chef des Emissions
parlées de la R.T.B.
33, rue Dautzenberg
BRUXELLES

Monsieur le Rédacteur en Chef,

J'ai le plaisir de vous transmettre ci-joint
le relevé des arrondissements où le Parti Communiste de
Belgique se présente aux élections sur des listes de Cartel.
Vous y trouverez également la dénomination exacte de ces
listes.

J'espère que ceci pourra vous être utile et
vous prie d'agréer, Monsieur le Rédacteur en Chef, l'assu-
rance de mes sentiments les meilleurs.

Claude RENARD.

Le P.C.B. se présente seul (Chambre, Sénat et province)

- 1) dans toutes les provinces et arrondissements en Flandre (sauf le Limbourg où il n'a déposé aucune liste)
- 2) dans les arrondissements de Liège, Verviers et Tournai-Ath-Mouscron.

Cartels (Chambre, Sénat et province)

Bruxelles :	Cartel P.C.B. - U.G.S.
Nivelles :	Cartel P.C.B. - P.W.T.
Charleroi :	Cartel P.C.B. - P.W.T.
Thuin :	Cartel P.C.B. - P.W.T.
Mons :	Cartel P.C.B. - P.W.T.
Soignies :	Cartel P.C.B. - P.W.T.
Huy-Waremme :	Cartel P.C.B. - P.W.T. (l'apparement se fait avec la liste communiste de Liège)
Namur :	Rassemblement démocratique Wallon (Cartel P.C.B.-P.W.T.-Front Wallon)
Dinant-Philippeville :	Idem

**LA LISTE
DES CANDIDATS
COMMUNISTES
A TOURNAI**

L'assemblée générale de la section du Parti communiste de Tournai a arrêté comme suit la liste des candidats communistes aux élections communales du 11 octobre :

- 1) DELRUE André, représentant de commerce (échevin sortant).
- 2) LECLERCQ Edmond, secrétaire communal (conseiller communal sortant).
- 3) RENARD Claude, journaliste.
- 4) BAL Pierre, employé.
- 5) HUET Marcel, chef-garde aux chemins de fer.
- 6) D'HONDT Victor, contre-maitre communal pensionné (prisonnier politique).
- 7) LEROY Simon, ouvrier mineur.
- 8) BACART Arthur, ouvrier peintre.
- 9) FLEURQUIN Hubert, employé TT pensionné.
- 10) BOUCART Victor, ouvrier du chemin de fer pensionné.
- 11) DELRUE Marie, ménagère.
- 12) RADEAU Joseph, maître imprimeur.
- 13) VANHACTER Omer, ouvrier TT pensionné.
- 14) ISENGUERRE Elise, ménagère.
- 15) GALLET Emile, machiniste chemin de fer pensionné.
- 16) DUPONT Estelle, ménagère.
- 17) DELCAMPE François, ouvrier pensionné.
- 18) LEBRUN Georges, ouvrier métallurgiste.
- 19) BARBIEUX Joseph, ouvrier aux vicinaux.
- 20) LENGLEZ Joseph, ouvrier pensionné.
- 21) CANFIN Constant, ouvrier pensionné.

Nouveau

de Part

4
5

9
10

ES

15

17

6

9

LA DÉCLARATION DES SIX PARTIS COMMUNISTES

SUR LE MARCHÉ COMMUN

Des délégations des Partis communistes des six pays du Marché commun se sont rencontrées à Bruxelles du 4 au 6 mars. Elles étaient conduites par les camarades Josef Ledewohn (Parti communiste allemand), Jean Blume (Parti communiste de Belgique), Raymond Guyot (Parti communiste français), Giuliano Pajetta (Parti communiste italien), Jean Kill (Parti communiste luxembourgeois) et T. Jager (Parti communiste néerlandais). Le camarade John Campbell, représentant le Parti communiste de Grande-Bretagne, assistait à la rencontre.

Après avoir entendu le rapport introductif présenté par le camarade Pierre Joye, du Parti communiste de Belgique, les délégations ont largement échangé leurs informations et leurs points de vue respectifs sur la situation dans leurs pays, dans le Marché commun et sur les problèmes que la création de l'axe Bonn-Paris pose à toutes les forces démocratiques et pacifiques.

Les délégations ont constaté la concordance de leurs appréciations sur la gravité de la situation et décidé d'intensifier leurs contacts, en vue de renforcer la lutte commune contre la politique des monopoles faisant de l'Europe occidentale un rempart de la guerre froide et de la réaction et de faire de leurs pays une force de progrès et de paix.

Les délégations ont été unanimes à constater que des possibilités nouvelles s'offrent aujourd'hui pour l'action des forces qui veulent opposer à l'axe Bonn-Paris et à la tension internationale une perspective de démocratie et de paix. Les délégations ont constaté leur accord pour travailler en faveur des initiatives — contacts, débats, luttes concertées, etc. — propres à développer l'action commune la plus large de toutes les forces ouvrières et démocratiques des pays capitalistes d'Europe; politiques, syndicales, économiques et culturelles.

Les six délégations ont approuvé la déclaration publiée ci-contre.

Des millions d'hommes et de femmes s'interrogent : que va-t-il advenir de l'Europe ? Sur la base du Marché commun s'est créée une situation lourde de péril. L'axe Bonn-Paris aggrave les risques de guerre. Il encourage tous les milieux impérialistes opposés à la détente internationale. Il donne à la politique expansionniste des milieux les plus agressifs d'Allemagne de l'Ouest un instrument supplémentaire. L'accumulation d'armes atomiques au sein de l'OTAN se poursuit. Leur dissémination multiplie les dangers d'une catastrophe nucléaire : dans un monde que la course aux armements a transformé en poudrière, l'alliance de Gaulle-Adenauer ajoute un nouveau détonateur.

L'axe Bonn-Paris renforce dramatiquement la menace que nos six Partis communistes avaient dénoncée dès 1959 dans une déclaration commune : le Marché commun, disions-nous, voici quatre ans, tend à aggraver la tension internationale, en rendant en particulier toute sa force agressive au militarisme allemand. Les forces bellicistes et revanchardes du Pacte Atlantique prennent appui en Europe sur le Marché commun : le militarisme allemand exige de disposer d'armes atomiques et il se les voit offrir.

Ce qui s'instaure sous nos yeux, c'est l'Europe des trusts, avions-nous dit en 1959. Aujourd'hui, de larges milieux populaires et démocratiques constatent que dans le Marché commun les monopoles capitalistes font peser plus lourdement leur emprise.

Des pas dangereux ont été franchis vers la création d'un pouvoir autoritaire au service de la haute finance internationale et des grands trusts. Les parlements nationaux, où doit s'exprimer la souveraineté populaire, sont de plus en plus dessaisis de leurs droits.

Les plans qui visent à intégrer l'Espagne fasciste de Franco dans l'alliance militaire atlantique et dans le Marché commun soulignent les tendances bellicistes et autoritaires qui menacent les peuples d'Europe.

Une attaque concertée est menée dans plusieurs pays du Marché commun contre les droits des organisations ouvrières, en particulier dans les entreprises.

Une offensive se déploie contre le droit de grève. Des projets de loi antigreve sont élaborés en Belgique. En Allemagne de l'Ouest des lois d'exception sont en discussion. En France la réquisition militaire est décrétée contre les grévistes par le chef de l'Etat.

En s'efforçant de satisfaire aux exigences du progrès technique et du développement des forces productives qui réclament l'élargissement des marchés et tendent objectivement à l'internationalisation de la vie économique, le capital monopoliste cherche à créer un front uni de lutte contre la classe ouvrière et un instrument de guerre froide. Comme l'ont souligné les thèses de l'Institut d'Economie mondiale de l'URSS, en créant le Marché commun les monopoles cherchent à surmonter les profondes contradictions du capitalisme contemporain aux dépens des travailleurs.

Un développement des rapports commerciaux entre les pays membres du Marché commun et les pays du Conseil d'Europe Economique des pays socialistes aiderait à la détente de la situation en Europe.

Des mesures concrètes pour le développement des échanges et de la coopération économique entre tous les pays européens constitueraient une bonne préparation de la Conférence mondiale pour le commerce, décidée par l'Assemblée générale de l'ONU sur proposition de l'Union Soviétique.

La politique du Marché commun tend à limiter et à liquider les droits démocratiques des travailleurs en même temps que les prérogatives des institutions représentatives nationales. La défense de la démocratie et de la souveraineté nationale est une tâche urgente. La classe ouvrière revendique dans chacun de nos six pays une extension et une garantie véritable de ses droits. Elle attache à juste titre une grande importance à l'indispensable élargissement des possibilités d'action des salariés et de leurs organisations dans l'entreprise. L'exercice des libertés syndicales et leur extension sont un objectif commun aux travailleurs de tous les pays capitalistes.

L'action des travailleurs et de tous les autres démocrates est le facteur décisif pour préserver et étendre, à tous les échelons de leur pays, le rôle des assemblées élues.

Les monopoles capitalistes, en s'appuyant sur le Marché commun, cherchent à étouffer la vie nationale. La classe ouvrière et les autres forces démocratiques peuvent au contraire rassembler tous les adversaires du pouvoir des banques et des trusts en vue d'élargir les droits des masses populaires et d'imposer, selon les décisions démocratiques voulues par chaque peuple, les nationalisations et autres moyens de limiter les pouvoirs des monopoles.

Les monopoles capitalistes, en s'appuyant sur le Marché commun, cherchent à étouffer la vie nationale. La classe ouvrière et les autres forces démocratiques peuvent au contraire rassembler tous les adversaires du pouvoir des banques et des trusts en vue d'élargir les droits des masses populaires et d'imposer, selon les décisions démocratiques voulues par chaque peuple, les nationalisations et autres moyens de limiter les pouvoirs des monopoles.

cadre d'une large entreprise néo-colonialiste; de nouvelles discordes ont éclaté entre puissances atlantiques.

Les forces démocratiques de nos pays sont placées devant une responsabilité accrue. Les yeux sont tournés vers la classe ouvrière, dont le rôle national et international a grandi. Des actions convergentes sont devenues nécessaires et possibles pour la solution des problèmes actuels les plus urgents.

La classe ouvrière, les forces populaires et démocratiques peuvent imposer une autre issue que la multiplication des armements de destruction massive, qu'elle s'exerce sous la forme d'une force de frappe séparée ou sous la forme du projet de force de frappe multilatérale, renforcée des armements nucléaires atlantiques qui sont déjà employés en Europe et autour de l'Europe par l'impérialisme américain. Cette issue, c'est une politique de désarmement, de paix, de sécurité pour les peuples en Europe et dans le monde.

Les peuples de nos six pays peuvent contribuer à faire triompher la coexistence pacifique entre les Etats de régimes sociaux et politiques différents; ils peuvent pousser à la suppression des essais nucléaires et à la signature d'un accord de désarmement général et contrôlé. La conclusion d'un traité de non-agression entre les Etats membres de l'OTAN et les Etats adhérant au Pacte de Varsovie serait une contribution majeure à la détente internationale en Europe. Elle pourrait créer des conditions plus favorables à l'institution de zones dénucléarisées et de zones de désengagement.

La solution du problème allemand, notamment par un accord sur Berlin-Ouest et par la reconnaissance de l'existence des deux Etats allemands et de leurs frontières actuelles par tous les Etats, désamorceraient un des plus dangereux foyers de conflit. Les propositions de la République Démocratique Allemande tendant à une solution raisonnable sur cette base et proposant la renonciation des deux Etats aux armements atomiques, la limitation, puis la diminution de leurs armements, représentent une contribution de premier plan à la paix en Europe et dans le monde.

Les communistes contribueront au renforcement du Mouvement de la Paix, au soutien de ses initiatives et à l'union de toutes les forces pacifiques de nos pays.

L'élargissement de relations économiques sans discrimination, entre tous les pays, sur la base de l'égalité des droits et des avantages réciproques, n'est pas seulement une contribution à la paix; il répond aussi aux exigences d'un développement de l'économie de nos pays. En mutilant les courants d'échange internationaux, le Marché commun accentue les déséquilibres économiques.

Un développement des rapports commerciaux entre les pays membres du Marché commun et les pays du Conseil d'Europe Economique des pays socialistes aiderait à la détente de la situation en Europe.

Des mesures concrètes pour le développement des échanges et de la coopération économique entre tous les pays européens constitueraient une bonne préparation de la Conférence mondiale pour le commerce, décidée par l'Assemblée générale de l'ONU sur proposition de l'Union Soviétique.

La politique du Marché commun tend à limiter et à liquider les droits démocratiques des travailleurs en même temps que les prérogatives des institutions représentatives nationales.

La défense de la démocratie et de la souveraineté nationale est une tâche urgente.

La classe ouvrière revendique dans chacun de nos six pays une extension et une garantie véritable de ses droits. Elle attache à juste titre une grande importance à l'indispensable élargissement des possibilités d'action des salariés et de leurs organisations dans l'entreprise. L'exercice des libertés syndicales et leur extension sont un objectif commun aux travailleurs de tous les pays capitalistes.

L'action des travailleurs et de tous les autres démocrates est le facteur décisif pour préserver et étendre, à tous les échelons de leur pays, le rôle des assemblées élues.

Les monopoles capitalistes, en s'appuyant sur le Marché commun, cherchent à étouffer la vie nationale. La classe ouvrière et les autres forces démocratiques peuvent au contraire rassembler tous les adversaires du pouvoir des banques et des trusts en vue d'élargir les droits des masses populaires et d'imposer, selon les décisions démocratiques voulues par chaque peuple, les nationalisations et autres moyens de limiter les pouvoirs des monopoles.

Les institutions supranationales sont aux mains des monopoles. Centralisatrices et bureaucratiques, elles émanent des pouvoirs exécutifs des six pays et excluent, dans leurs structures actuelles, toute intervention réelle et tout contrôle efficace de la part des organes représentatifs des pays membres. Elles sont directement antidémocratiques. Dans l'immédiat, de nombreuses voix s'élèvent pour réclamer que les assemblées nationales puissent exercer un droit de contrôle et d'initiative. Cette revendication va dans le sens d'une large union des courants démocratiques.

En même temps, il est nécessaire que la représentation parlementaire et syndicale dans les assemblées de l'actuel Marché commun s'exerce sans discrimination.

Dans les conditions du Marché commun, de nouvelles couches de la population laborieuse ressentent l'impérieuse nécessité d'une lutte pour leurs conditions d'existence.

Les luttes que mènent les travailleurs et qu'ils intensifient actuellement montrent que les salariés ont en commun de nombreuses revendications portant principalement sur les salaires, les congés, la durée journalière et hebdomadaire du travail, l'âge de la retraite, la sécurité de l'emploi, la pleine consécration du droit de grève, la conquête de pouvoirs reconnus aux syndicats dans l'usine, l'égalité des salaires féminins avec les salaires masculins, les droits des jeunes, la situation des travailleurs immigrés.

Ces luttes confirment que dans le Marché commun les travailleurs sont obligés d'affronter de grandes difficultés pour défendre leur pain et améliorer leur condition.

Des succès importants ont été remportés dans ces luttes. Les résultats acquis constituent un grand exemple. En Italie, les ouvriers métallurgistes ont conquis après une lutte de huit mois d'importantes augmentations de salaire, une extension des pouvoirs du syndicat dans l'usine et le droit pour l'organisation syndicale de discuter dans chaque entreprise tous les aspects du travail.

En France, les ouvriers des usines Renault ont obtenu, par leur lutte unie, la quatrième semaine de congés payés. A leur exemple, en quelques mois, des centaines de milliers d'autres ouvriers français ont remporté la même victoire importante.

Les mineurs de la Ruhr, les métallurgistes de Belgique et d'Italie, les dockers et les ouvriers du bâtiment néerlandais ont mené et mènent des luttes pleines de courage. Les mineurs de France sont engagés en ce moment pour leurs revendications dans une grande bataille unitaire.

La solidarité apportée à ces luttes, sur le plan national et international, est d'une grande importance.

C'est pourquoi nous souhaitons et nous saluons tout progrès de l'entente et de l'action nationales et internationales entre les organisations syndicales ouvrières.

En même temps que le prolétariat, des catégories sociales extrêmement diverses sont en mouvement. De multiples manifestations paysannes ont été menées dans chacun des six pays. Organisations ouvrières et organisations paysannes agissent plus fréquemment côte à côte et s'appuient mutuellement. Les ingénieurs, les enseignants, les hommes de culture, les étudiants, certaines professions libérales et bien d'autres couches de la population s'engagent dans des actions.

Quelles soient menées par la classe ouvrière ou par d'autres catégories sociales, ces luttes se caractérisent généralement par une unité plus large et plus solide. Elles lient de plus en plus souvent les revendications immédiates à des objectifs démocratiques, nationaux et sociaux.

Ainsi, le Marché commun aggrave les soucis que ressentent légitimement nos peuples, qu'il s'agisse des inquiétudes pour la paix, des aspirations à la démocratie, du sort de chaque foyer laborieux ou du destin national. Mais, en même temps, les luttes grandissantes et les succès qui sont remportés indiquent qu'existent dans nos pays des forces capables de repousser l'offensive des monopoles et de briser les complots des fauteurs de guerre.

Pour ouvrir un avenir de paix, de sécurité et de démocratie, l'action convergente de toutes les forces ouvrières et démocratiques est indispensable. Des possibilités nouvelles s'ouvrent aujourd'hui à l'action des forces qui veulent opposer à l'axe Bonn-Paris et à la tension internationale une perspective de démocratie et de paix. Le renforcement et l'extension des actions communes entre communistes et socialistes est d'une importance décisive. Ensemble, communistes et socialistes sont à même d'entraîner les plus larges détachements de la classe ouvrière. Des possibilités nouvelles s'ouvrent pour une large unité des masses populaires et pour des contacts et des ententes des communistes avec les forces catholiques. Des résultats importants ont déjà été obtenus dans l'unité d'action des grandes organisations syndicales.

Les communistes saluent l'union grandissante. Ils la considèrent comme un facteur essentiel pour une grande poussée en avant des forces démocratiques et s'engagent à tout mettre en œuvre pour la consolider et l'étendre.

Les Partis communistes des six pays du Marché commun travailleront avec persévérance et initiative par les moyens les plus divers — contacts, débats, luttes concertées — en vue de développer l'action commune la plus large de toutes les forces ouvrières et démocratiques de l'Europe occidentale. Il s'agit de la paix et de la démocratie, il s'agit de l'avenir de nos pays!

Bruxelles, le 6 mars 1963.
Le Parti Communiste Allemand.
Le Parti Communiste de Belgique.
Le Parti Communiste Français.
Le Parti Communiste Italien.
Le Parti Communiste Luxembourgeois.
Le Parti Communiste Néerlandais.

25 octobre 1965

Au citoyen K. GRUNENBAUM
Rédaction du "Peuple"
33-35, rue des Sables
BRUXELLES 1

Citoyen,

J'ai été très surpris en lisant le passage qui concerne mon intervention dans votre compte rendu du XVI^e Congrès du P.C.B.

En effet, je n'ai évoqué à aucun moment, ni directement, ni indirectement, le conflit du "Drapeau Rouge". Je n'ai d'ailleurs pas parlé d' "exclusions", mais d'exclusives politiques, en commentant les idées exprimées à ce sujet par le rapporteur.

Je sais d'expérience qu'un compte rendu a inévitablement un caractère approximatif, mais, en l'occurrence, le passage concerné n'a vraiment aucun rapport avec les propos que j'ai tenus en réalité.

Avec mes sentiments les meilleurs.

Claude RENARD.

Le Comité central communiste a discuté du conflit au « Drapeau Rouge »

Selon les nouvelles que nous avons pu obtenir au cours de la soirée d'hier, la grève continue à la maison d'édition de la presse communiste. Le journal « Le Drapeau Rouge » n'a pas encore reparu.

En vue de régler ce conflit, le comité central du parti communiste s'est réuni hier soir dans une salle près de la gare du Nord. Près de soixante membres ont participé à cette réunion qui était présidée par l'ancien député Gaston Moulin. Parmi les présents, il y avait des journalistes du « Drapeau Rouge » et notamment le rédacteur en chef, Robert Dachtet.

Le bureau politique, déclare-t-on, aurait informé les membres du comité central sur les événements qui ont précédé la grève. La discussion se poursuivrait ce mercredi et l'on entendrait les membres de la rédaction.

Une mise au point...

En rendant compte des répercussions de la grève au « Drapeau Rouge » au sein du congrès communiste qui s'est tenu ce week-end, nous avons dit que

Claude Renard, ancien rédacteur, aurait évoqué indirectement ce conflit. L'intéressé nous a fait savoir qu'il n'a pas parlé d'« exclusions », mais d'« exclusives politiques » en commentant les idées exprimées à ce sujet par le rapporteur.

De cette mise au point, il faut surtout retenir que Claude Renard se défend d'avoir parlé d'« exclusions ».

Ne voulant pas exploiter à des fins politiques les justes revendications sociales de nos confrères du « Drapeau Rouge », nous nous refusons pour l'instant à tirer le moindre argument politique de la mise au point de Claude Renard.

22 maart 1966

Kam. Jaak WITHAGES
Lange Ypermanstraat 1
ANTWERPEN

Waarde Kameraad,

Ik acht het geraadzaam U in te lichten dat de sekretaresse van Vic. Thijs ons opbelde. In naam van deze laatste, heeft zij ons tekst gevraagd van het verslag, dat op het kongres van Vilvoorde voorgedragen werd, evenals biezonderheden inzake een verklaring die Lenin zou afgelegd hebben. Hierbij zult gij de kopij vinden van mijn antwoord aan Thijs en, voor alle nuttige doeleinden, het juiste citaat van Lenin. Volgens de sekretaresse, moeten de gevraagde inlichtingen dienen voor "een in gang zijnde studie".

Met kameraadschappelijke groeten,

Cl. RENARD.

la citation
de Lénine

~~Vous trouverez ci-dessous la citation réelle dans~~
son contexte. Elle est extraite d'un chapitre de "La Maladie infantile du Communisme" (avril 1920) dans lequel Lénine polémique contre les gauchistes allemands qui préconisaient la constitution de syndicats "révolutionnaires" opposés aux Centrales existantes.

" Toute la tâche des communistes est de savoir convaincre les retardataires, de savoir travailler parmi eux et non de se séparer d'eux par des mots d'ordre "de gauche" d'une puérile invention(...)

" N'en doutons pas, messieurs les "leaders" de l'opportunisme useront de toutes les roueries de la diplomatie bourgeoise, ils en appelleront au concours des gouvernements bourgeois, du clergé, de la police, des tribunaux pour fermer aux communistes l'entrée des

syndicats, pour les en éliminer par tous les moyens, leur rendre le travail dans les syndicats désagréable au possible, pour les outrager, les traquer, les persécuter. Il faut savoir résister à tout cela, consentir tous les sacrifices, user même - en cas de nécessité - de tous les stratagèmes, de toutes les astuces, recourir aux expédients, taire, celer la vérité, à seule fin de pénétrer dans les syndicats, d'y rester et d'y mener coûte que coûte l'action communiste. Sous le tsarisme, jusqu'en 1905, nous n'eûmes aucune "possibilité légale" mais quand le policier Zoubatov organisait ~~organisait~~ ses réunions ultra-réactionnaires d'ouvriers et ses associations ouvrières pour repérer et combattre les révolutionnaires, nous envoyions à ces réunions et dans ces associations des membres de notre parti (...) qui établissaient la liaison avec la masse, s'ingéniaient à faire leur travail de propagande et arrachaient les ouvriers à l'influence des hommes de Zoubatov..." (Lénine, Oeuvres, t.3I, p.p.49-50).

Nous sommes à votre disposition pour tout autre renseignement qui pourrait vous être utile et vous prions d'agréer, cher camarade, l'assurance de nos salutations très cordiales.

en Français

22 maart 1966

Aan kameraad V. THIJS
Algemeen Sekretaris - ABVV Antwerpen
Ommeegangstraat 35-37
ANTWERPEN

Kameraad,

Ingevolge uw telefonische aansluiting van vandaag, laten wij u, onder afzonderlijk omslag, een reeks dokumenten geworden die betrekking hebben op onze kongressen, waaronder het kongres dat, in 1954, te Vilvoorde plaatsgreep.

Er werd ons gevraagd waar Lenin geschreven had, dat "nous devons conqu rir le pouvoir dans les organisations ouvrières par tous les moyens, y compris le mensonge". Lenin heeft zoiets nooit geschreven. Het gaat hier om een volledig uit de lucht gegrepen misvorming van een passage uit "La Maladie Infantile du Communisme" (1920), waarin Lenin, in een polemie  tegen de Duitsers van "links", verklaart dat de kommunistische arbeiders in de vakbonden moeten militeren en dat zij, zo men hun vervolgt, alles moeten doen om er in te blijven. Ge zult deze passage weervinden in "t. 31 des Oeuvres de Lénine, p.p. 49-50".

Wij zijn steeds te uwer beschikking voor alle nadere inlichtingen die u nuttig zouden kunnen zijn, en sluiten

met achtingsvolle groeten,

Claude RENARD.

INSTITUT FRANÇAIS D'HISTOIRE SOCIALE

Reconnu d'utilité publique par décret du 29 mai 1957

87, rue Vieille-du-Temple (Archives Nationales) PARIS-III^e

C. C. P. Paris 6845-81

Président : Ernest LABROUSSE
Vice-Président : Jean LHOMME
Secrétaire : Jean MAITRON

PARIS, le 12 nov. 1966

Cher ami,

En rangeant ma correspondance je m'aperçois que je ne vous avais pas remercié pour l'envoi de la documentation élaborée par le colloque sur le Front Populaire. J'avais cependant transmis à Bauvier [Faculté de lettres, Lille] l'exemplaire qui lui était destiné.

Je voudrais d'autre part remercier la Fondation de m'avoir envoyé pour la revue de l'I.F.H.S., le Mouvement Social, l'ensemble de ses publications. Je compte en faire paraître une présentation globale dans la revue. Peut-être pourriez-vous compléter mes informations sur un point : qui gère la Fondation Jacquemotte ? est-elle directement responsable des publications ? a-t-elle un Bulletin ? a-t-elle déjà organisé des cycles de conférences de communications, dans ces dernières années ?

Je vous salue d'avance et croyez moi bien
amicalement votre

Nadeleine Reberiaux

Mme Reberiaux

5 rue A. Ballier

94 St Paul

maître - assistant
d'histoire à la Sorbonne

De José Gotevitch à A De Coninck

4 exemplaires

11 rue des Tanneurs Bruxelles 1

1

Propositions ^{de} pour l'organisation de la Fondation Jacqmotte

1°) Buts Généraux

Il nous faut ici envisager ce qui aujourd'hui pourrait être possible, il va de soi que cette note pourrait avoir d'autres développements s'il lui faut envisager l'avenir lointain.

Le but financier dans lequel la Fondation a été envisagée ne sera en aucune sorte examinée ici. Nous nous placerons résolument sur le terrain scientifique.

Que peut être la Fondation et comment peut-elle servir aujourd'hui le Parti?

Dans le cadre de l'élargissement constant de l'audience du Parti, la Fondation doit être l'instrument de pénétration ~~seien~~ des milieux scientifiques et universitaires belges en même temps qu'un instrument du Parti pour fixer sa propre politique scientifique.

Expliquons-nous.

Dans le domaine des sciences humaines, la confrontation est de plus en plus fréquente entre marxistes et non-marxiste. En Belgique notamment la recherche de ce dialogue avec les marxistes est devenu courante, mais elle se fait avec, obligatoirement, les marxistes étrangers. De la sorte, les communistes belges risquent de se trouver totalement au-dehors de ce dialogue et risquent ainsi de passer pour quantité négligeable.

Un exemple concret: lorsque le professeur Chlepner rédigea son livre excellent: "Cent ans d'histoire sociales" il fit appel aux informations communistes. Il n'en fut point données, et le livre ne parle pas de nous.

Avons nous les moyens de susciter, du jour au lendemain des hommes de science marxistes? non mais certaines choses sont possibles et ce dès aujourd'hui. C'est dans ce sens que j'envisage la Fondation Jacqmotte.

Celle-ci, malgré son total silence est cependant déjà connue, et l'on s'interroge à son égard. Il s'agit donc de donner dès à présent un contenu à ce nom.

Et à cet égard les expériences des CERM en France et de l'Institut Gramsci en Italie (que j'ai longuement visités) peuvent nous servir.

2°) Ce que nous pouvons faire

Lorsque, quelque problème se pose, qu'il s'agisse de sociologie d'histoi-

re, de théorie, les milieux scientifiques belges savent qu'ils peuvent s'adresser, pour les socialistes à l'Institut Emile Vandervelde, pour les libéraux au centre Paul Hymans, où ils trouveront rassemblés tous les documents utiles à leurs recherches. Pour les Communistes, il n'en est rien et c'est à cela que peut remédier la Fondation Jacqmotte.

Quelle est l'utilité?

Lorsque un quelconque problème ayant trait aux positions marxistes, belges et internationales (voyez le succès des Centres d'études des pays de l'Est) à l'histoire communiste, l'on renseignera la Fondation. Ainsi celle-ci pénétrera peu à peu dans le matériel scientifique de niveau universitaire belge et les communistes, ~~pour eux~~ seront considérés également comme des hommes de science.

Je me borne ici volontairement à l'aspect immédiat du problème, il est évident toutefois que des développements fructueux peuvent être apportés à ce premier stade.

Concrètement qu'est-ce que cela veut dire?

Voilà ma proposition: La Fondation Jacqmotte, dans son premier stade doit être une Bibliothèque-Centre de documentation scientifique, accessible sous certaines conditions, au public des chercheurs et des étudiants.

Ce Centre comprendrait:

- toutes les revues des Partis Communistes
celles-ci sont reçues déjà au Centre en plusieurs exemplaires
- les journaux de ces mêmes partis
reçus également au Centre ou au DR
- les livres publiés par les divers Partis et maisons d'éditions des Partis
ainsi nous avons déjà des livres soviétiques, et d'autres démocraties
les livres des maisons françaises et un accord passé avec l'Italie
la Hollande et d'autres, alimenteraient utilement ce fonds
- de toutes les publications du Parti depuis sa fondation
ces archives très pauvres au Parti et qui ont déjà fait l'objet d'un
classement lors de mon passage comme permanent peuvent être complétées
par l'intermédiaire de Moscou et de Berlin
Un fonds pareil constitue une mine d'or pour tous les historiens et son
recensement scientifique attirerait de multiples chercheurs?
- de la bibliothèque du mouvement ouvrier composée par de multiples brochures
également classées par moi et qui ~~telles~~ tels quels constituent déjà
un véritable petit trésor. Un petit budget, des legs pourraient
l'enrichir sérieusement.

Qu'aurions nous ainsi constitué?

En fait ce serait une Bibliothèque du Marxisme et Léninisme, unique en Belgique et qui, la curiosité s'éveillant de plus en plus pour celui-ci, deviendrait rapidement un Centre très couru.

Moyens matériels

L'objection essentielle pourrait être l'argent. Mais vous remarquerez que TOUS les éléments de ce fonds existent déjà au Centre, mais: non rassemblés et surtout non utilisés, et non répertoriés.

Il va de soi que la documentation courante économique et sociale indispensable quotidiennement reste au centre, ces documents n'offrant pas d'intérêt pour cette Bibliothèque car ils existent partout.

Il s'agirait donc en fait de rationaliser tout cela, de la rassembler, le répertorier et le mettre à la disposition du public dans un local autre que le CC bien entendu.

C'est en fait le seul problème: celui du local, mais est-ce que des discussions sérieuses menées avec des possesseurs de maisons mal employées et non totalement employées comme la JC ou mieux le FI etc... ne résoudraient pas assez simplement le problème?

Deuxième question: le permanent, car il va de soi qu'il faut un bibliothécaire pour d'abord tenir le Centre en ordre et ensuite surveiller.

Une solution peu onéreuse et simple est possible: le camarade De Braekelaere, dont le travail n'exige pas la présence constante au centre pourrait facilement prendre en charge cette fonction.

Cependant, consacrer un permanent ou un demi-permanent à un tel travail serait évidemment meilleur. Il ne s'agirait pas d'un placement perdu puisque ce camarade, pourrait dès lors se livrer à des recherches utiles directement pour le Parti, pourrait également tenir les archives du Parti.

Il faudrait cependant que ce camarade possède les éléments scientifiques indispensables, et si la chose pouvait s'arranger, je connais un candidat qui dispose de toutes les qualités requises et qui s'offrirait avec joie pour un tel travail.

Tout ce centre de recherches devrait naturellement être sous le contrôle permanent du Parti, et de plus sous le contrôle d'une direction scientifique.

Voilà ce que je pense être immédiatement possible de réaliser pour donner un contenu à la Fondation.

Il est évident que j'ai des projets ultérieurs que je ne renseigne ici que pour mémoire et qui dépendent un peu du bon fonctionnement de ce centre.

Ainsi: une politique de publications faites avec le label de la Fondation, la constitution autour du Centre de diverses commissions fonctionnant ou ne fonctionnant pas actuellement en ordre dispersé etc...

Mais c'est à dessein que je me limite au premier point, car la politique est l'art du possible.

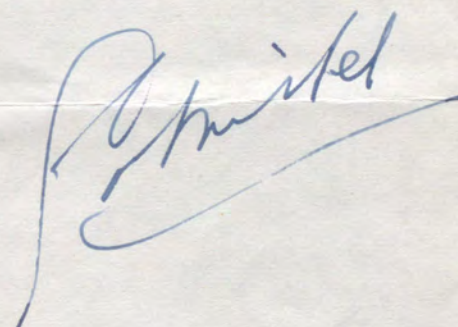
J'espère, camarade, que malgré les tâches importantes qui se posent actuellement au Parti, tu auras le temps de réfléchir à ces propositions.

Je reste bien sûr à ta disposition et à celle du BP pour tout éclaircissement sur ces questions/

Bien qu'en ces questions toute hâte serait nuisible, j'espère cependant que l'examen de cette question ne traînera pas trop.

Fraternellement,

NB Je profite de l'occasion pour demander au nom de la commission d'histoire une décision ~~quant~~ quant au travail de cette commission.



Juignies 5-9-1966.

Mon cher Claude.

Voici le dessin en hommage à René Beelen.

Une simple tête, cela te semblera peut-être un peu banal.

Beelen était un des plus fervents défenseurs de l'unité, le combattant le plus acharné pour éclairer la classe ouvrière, le type même de l'avant garde. C'est pourquoi j'ai essayé dans cette tête d'exprimer l'esprit de décision, de fermeté, de confiance et la jeunesse qui à mon sens Beelen caractérisait.

N'en déplaise aux étudiants communistes, mais défendre la thèse du réalisme tout court est aussi faux que défendre l'abstrait ou tout ce qui est révolutionnaire.

Pour nous communistes nous devons élaborer un art réaliste socialiste c'est à dire savoir discerner, traduire et exprimer ce qui caractérise la classe ouvrière, non seulement par son aspect extérieur mais aussi sa lucidité, son intelligence, son courage, son esprit de solidarité enfin bref tout ce qui rend inévitable sa prise du pouvoir et la construction d'une société meilleure.

Peindre un ouvrier quelconque sans plus c'est donner une fausse image de la classe ouvrière, c'est mal connaître la classe des ouvriers, c'est voir les ouvriers de loin avec en plus un esprit de supériorité détestable.

En littérature on peut, peut-être, par une description plus ou moins longue, dévoiler le cœur généreux d'un individu aux apparences brutales et grossières, mais en peinture c'est impossible.

Être réaliste tout court c'est peindre un ouvrier tel qu'il se voit mais un tel qu'il est, dans toute sa complexité avec ses passions, ses souffrances etc.

Être réaliste socialiste c'est rechercher le typique dans la classe ouvrière c'est à dire ce qui la caractérise qui la différencie aussi de la bourgeoisie ce qui fait d'elle la classe révolutionnaire.

Il n'est pas question de l'idéaliser mais au contraire de lui
donner son vrai visage. Qui n'est pas laid du tout soit dit en passant.

Evidemment les futurs médecins et avocats ~~ne~~ voient les problèmes
autrement, cela se comprend !!!

Veux-tu m'excuser cette petite parenthèse de libération mais il fallait
que je le dise.

Pour en revenir au dessin j'ai donc essayé de rendre ce que représentait
Orsolen j'espère ne pas avoir ~~tout~~ trahi l'image car il ne faisait
de la classe ouvrière car lui la connaissait bien.

A toi fraternellement

Lucien.

25 octobre 1966

Au Comité Central
du Parti Communiste de
l'Union Soviétique
à
MOSCOU

Chers Camarades,

Le Comité Central de notre parti a chargé sa commission des recherches théoriques et historiques (Fondation Joseph Jacquemotte) d'entreprendre pour l'année prochaine une étude portant sur les répercussions de la Révolution d'Octobre en Belgique dans la période 1917-1924, essentiellement sous l'angle des réactions qui se sont produites alors au sein du mouvement ouvrier belge : solidarité politique avec le pouvoir des Soviets, apparition d'une avant-garde révolutionnaire, etc.

Cette étude s'inscrit dans le cadre de la préparation du 50e anniversaire de la Révolution d'Octobre et, par la même occasion, du cinquantenaire de notre parti qui aura lieu dans cinq ans.

Pour mener ses travaux à bien, la commission devrait être en mesure de prendre connaissance des documents relatifs à la Belgique qui se trouveraient dans les archives de l'Internationale Communiste (pour la période envisagée) et à l'Institut du Marxisme-Léninisme.

C'est pourquoi nous voudrions pouvoir envoyer à Moscou un camarade susceptible de procéder à cet examen avec votre aide; il s'agit du camarade Claude RENARD, membre du Comité Central de notre parti et secrétaire de la Fondation Joseph Jacquemotte, qui, si vous étiez d'accord, pourrait se rendre à Moscou dans le courant du mois de janvier et y séjourner le temps nécessaire.

En espérant qu'il vous sera possible de donner une suite favorable à cette proposition et en vous remerciant d'avance, nous vous prions d'agréer, Chers Camarades, l'assurance de nos salutations les plus fraternelles.

Pour le Comité Central du
Parti Communiste de Belgique :

Ernest BURNELLE
Président.

15 novembre 1966

Madame Madeleine Rebérioux
6, rue André Bollier
ST-MAUR (Seine)
France

Chère Madame,

Votre lettre nous a fait grand plaisir et nous vous remercions de bien vouloir faire état de nos publications dans "Le Mouvement social". A cet égard, je ne me souviens plus si deux de nos ouvrages vous ont été envoyés; il s'agit d'une biographie du militant socialiste Celestin Demblon (dont tout l'intérêt réside d'ailleurs dans les annexes) et de notre dernière publication "Moïse Tshombe et l'escroquerie katangaise" dont vous aurez pu lire les critiques dans "Le Monde" et dans "La Pensée". Nous vous les expédions.

Voici maintenant une réponse aux renseignements que vous demandez. La Fondation Jacquemotte a le statut d'une ASBL; elle est gérée par un Conseil d'Administration, mais c'est une commission du Comité central du Parti Communiste de Belgique qui dirige ses travaux avec le concours de collaborateurs. Ses activités sont orientées vers la recherche historique (essentiellement sur le mouvement ouvrier belge) et le marxisme en général; elles ont commencé en 1963. Depuis lors la Fondation a organisé deux colloques à Bruxelles, le premier sur le thème "Aspects nouveaux d'un débat ancien : réformes ou révolution" (octobre '63), le second, que vous connaissez, en mai dernier, et une conférence franco-belge (avec Roger Garaudy) en septembre 1964, à l'occasion du Centenaire de la 1ère Internationale. A quoi il faut ajouter naturellement diverses conférences en province.

Nos moyens, vous vous en doutez, sont très faibles, non seulement sur le plan financier mais aussi sur le plan humain. Tous les responsables de la Fondation ont d'autres occupations à la fois professionnelles et militantes. C'est pourquoi nous n'avons pas encore réussi à éditer un bulletin.

J'espère que ces renseignements vous seront utiles et me tiens à votre disposition pour toute précision qu'il vous plairait de nous demander.

Veuillez agréer, chère Madame, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Claude RENARD.

1er octobre 1967

Au Comité Central du Parti
Communiste de l'Union Soviétique
Moscou.

Chers Camarades,

Notre camarade Claude Renard, membre de notre Comité Central et secrétaire de la Fondation Joseph Jacquemotte, a pu se rendre à Moscou en janvier dernier, à notre demande, pour y effectuer des recherches qui ont d'ailleurs donné lieu, depuis, à la publication d'une étude ("Octobre 1917 et le mouvement ouvrier belge").

Il serait important pour nous que ces recherches puissent être poursuivies en vue de la préparation du Cinquantenaire de notre parti qui aura lieu dans quatre ans.

C'est pourquoi nous voudrions que le camarade Renard ait la possibilité de continuer l'étude des documents relatifs à la Belgique qui se trouvent dans les Archives de l'Internationale Communiste, archives conservées à l'Institut du Marxisme-Léninisme. Cette étude devrait s'étendre cette fois de l'année 1925 à l'année 1935.

S'il vous était possible de réserver une suite favorable à notre demande, le camarade Renard pourrait se rendre à Moscou dans le courant du mois de janvier 1968 et y séjourner le temps nécessaire à l'accomplissement de ses travaux.

Nous vous prions d'agréer, Chers Camarades, avec nos remerciements anticipés, l'assurance de nos salutations les plus fraternelles.

Ernest Burnelle
Président du Parti Communiste
de Belgique.

UN BUDGET DÉSASTREUX POUR LES TOURNAISIENS

2878

Près de 34,5 millions de déficit pour l'exercice 1967, plus de 70 millions de déficit global !

Ces chiffres illustrent le gâchis dans lequel notre ville est plongée et qui s'aggrave toujours : en 1966, le déficit propre à l'exercice se chiffrait à 25 millions et le déficit global à 61,5 millions.

QUI EST RESPONSABLE ?

Un nombre croissant de villes et de communes sont étranglées par la politique de l'Etat qui refuse de leur donner les moyens de faire face à l'augmentation incompressible de leurs charges. A cet égard, le gouvernement P.S.C-P.L.P agit exactement comme ses prédécesseurs. Il préfère payer les factures de l'O.T.A.N. et aider les plus riches à s'enrichir davantage.

Mais la responsabilité du Collège P.S.C-P.L.P est, elle aussi, directement engagée.

Tant par sa composition que par sa politique, il se conduit comme une agence locale du gouvernement réactionnaire en place.

De plus, il a aggravé son cas en cherchant à tromper la population tournaissienne sur les perspectives budgétaires de la ville. Des preuves ? En voici :

- En 1961, Monsieur PARY, échevin des Finances, affirmait que la ville allait retrouver son équilibre budgétaire grâce à la loi unique ...
- En mai 1964, au Conseil communal, il prétendait que le déficit du budget était "essentiellement provisoire" ...
- En octobre 1964, il écrivait dans une feuille électorale que le Collège P.S.C-P.L.P pouvait être fier du "bilan extrêmement favorable de sa gestion financière" ...

Ainsi, au lieu de résister à la politique néfaste de l'Etat à l'égard des communes, le Collège P.S.C-P.L.P s'est constamment fait (et reste) l'auxiliaire zélé de cette politique.

Il a donc une lourde part de responsabilité dans les conséquences dommageables qui en résultent pour les contribuables tournaisiens.

TAXES : 8 MILLIONS DE PLUS !

Qui va payer ces taxes supplémentaires ?

Ce seront, à concurrence de 6 millions, les petits et moyens propriétaires, les centimes additionnels au précompte immobilier passant de 678 à 810 (et gare à l'augmentation consécutive des loyers !)

Le Collège a, d'autre part, été obligé d'augmenter les taxes industrielles, mais là, il s'est borné à appliquer le MINIMUM imposé. Par contre, il a majoré de 10 % la taxe sur les pompes à essence (déjà augmentée de 15 % en 1966) et, très fortement aussi, la taxe sur les terrasses de café.

LES COMMUNISTES VOTERONT CONTRE LES TAXES NOUVELLES ET CONTRE LE BUDGET PRESENTE PAR LE COLLEGE P.S.C - P.L.P.

Ils le feront pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la routine de l'opposition. Ces raisons, les voici :

2878

10 bl. cap.

1

La politique du Collège est injuste. Ce sont les moins fortunés qui sont mis à contribution le plus lourdement. Et cela est vrai dans tous les domaines. Les communistes sont d'avis qu'il faut porter les taxes industrielles au MAXIMUM permis, tout en appliquant le principe de la DEGRESSIVITE (si ce principe était appliqué, les petites industries et les artisans payeraient moins de taxes qu'aujourd'hui). L'injustice de la politique du Collège est encore accentuée par le fait que, pendant cinq ans, les entreprises dites nouvelles ont bénéficié d'une exonération non négligeable.

10 bl. cap.

2

La politique du Collège ne résout rien. Les 8 millions de recettes supplémentaires dues aux taxes nouvelles réduiront d'autant les ressources de la population, mais ils ne permettront aucune réalisation utile à la ville. Ils tomberont comme une goutte d'eau dans la mer des déficits accumulés. Et chacun se rend compte que ces taxes en annoncent et en préparent d'autres, tout aussi inefficaces.

Tite

QUE FAIRE POUR EN SORTIR ?

Pour sortir d'une situation aussi désastreuse qui est celle de nombreuses villes et communes de Belgique, qui est celle de toute la Wallonie, il faut nécessairement des changements politiques profonds dans la direction du pays.

Ces changements ne seront possibles que par l'union de toutes les forces démocratiques, y compris sur le plan communal, en vue de préparer la formation d'un gouvernement enfin digne de la confiance du peuple. Il est évident qu'un des premiers actes d'un tel gouvernement serait d'augmenter la dotation du Fonds des Communes, comme le réclame avec insistance l'Union des Villes et Communes belges.

10 bl. cap.

Tournaisiens, Tournaisiennes,

ces changements nécessaires ne se produiront pas tout seuls, vous pouvez contribuer à les accélérer, à les rapprocher. Dans ce but,

Tite

SOUTENEZ L'ACTION DE LA SECTION DE TOURNAI
DU PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE !